

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, February 9, 2023

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources met with videoconference this day at 9:02 a.m. [ET] to study emerging issues related to the committee's mandate.

Senator Paul J. Massicotte (*Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Chair: Good morning, honourable senators. My name is Paul Massicotte. I am a senator from Quebec and the chair of this committee.

Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources.

I would like to begin with a reminder. Before asking and answering questions, members and witnesses in the room are asked to please refrain from leaning in too close to the microphone or removing their earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

Now, I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting: Senator Margaret Dawn Anderson from the Northwest Territories, Senator David Arnot from Saskatchewan, Senator Denise Batters from Saskatchewan, Senator Andrew Cardozo from Ontario, Senator Rosa Galvez from Quebec, Senator Julie Miville-Dechêne from Quebec, Senator Kim Pate from Ontario, Senator Judith Seidman from Quebec, Senator Karen Sorensen from Alberta, and Senator Josée Verner from Quebec.

I wish to welcome all of you, and the viewers across the country who may be watching.

Today, we are meeting to continue our study on climate change, specifically the Canadian oil and gas industry.

We have two panels joining us today. In the first panel, we have Patrick Rondeau, Union Adviser Responsible for the Environment and Transition File, and Hans Marotte, Political Adviser, both from the Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

Welcome and thank you for agreeing to meet with the committee today.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 9 février 2023

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui, à 9 h 2 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier de nouvelles questions concernant le mandat du comité.

Le sénateur Paul J. Massicotte (*président*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

Le président : Bonjour, honorables sénateurs. Je m'appelle Paul Massicotte, je suis un sénateur du Québec et je suis président du comité.

Je vous souhaite la bienvenue à cette séance du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.

J'aimerais commencer par faire un petit rappel. Avant de poser des questions et d'y répondre, je demande aux membres du comité et aux témoins présents dans la salle de s'abstenir de se pencher trop près du microphone ou de retirer leur oreillette lorsqu'ils le font. Cela permettra d'éviter tout retour sonore qui pourrait avoir un impact négatif sur le personnel du comité qui se trouve dans la salle.

J'aimerais maintenant présenter les membres du comité qui participent à la réunion aujourd'hui : la sénatrice Margaret Dawn Anderson, des Territoires du Nord-Ouest, le sénateur David Arnot, de la Saskatchewan, la sénatrice Denise Batters, de la Saskatchewan, le sénateur Andrew Cardozo, de l'Ontario, la sénatrice Rosa Galvez, du Québec, la sénatrice Julie Miville-Dechêne, du Québec, la sénatrice Kim Pate, de l'Ontario, la sénatrice Judith Seidman, du Québec, la sénatrice Karen Sorensen, de l'Alberta, ainsi que la sénatrice Josée Verner, du Québec.

Bienvenue à tous, chers collègues, ainsi qu'à tous les Canadiens et Canadiennes qui nous regardent.

Aujourd'hui, nous nous réunissons pour continuer notre étude sur le changement climatique, et plus particulièrement sur l'industrie canadienne du pétrole et du gaz.

Aujourd'hui, nous avons deux groupes de témoins. Pour le premier groupe, nous accueillons M. Patrick Rondeau, conseiller syndical responsable du dossier de l'environnement et de la transition juste, et M. Hans Marotte, conseiller politique, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

Bienvenue et merci d'avoir accepté notre invitation.

We will start with your opening statement. You have five minutes. Over to you.

Hans Marotte, Political Adviser, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec: Honourable senators, we would like to thank the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources for inviting us to take part in this very important consultation on the Canadian oil and gas industry.

I'll say a few words about the Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, or FTQ, which, as you probably know, is the largest labour union in Quebec. The FTQ represents more than 650,000 members across every sector of the economy, including the petrochemical, oil and natural gas industries. The FTQ is also affiliated with the Canadian Labour Congress, Canada's largest labour organization. The FTQ's membership includes Unifor Québec, which emerged from the country's largest private sector union and represents the majority of workers in the fossil fuel sector.

Climate and energy issues are nothing new to us. The FTQ has always taken a pragmatic approach, but the climate crisis now demands that we take more ambitious action, demonstrating the responsibility and foresight future generations need.

We are a Quebec-based union, so it will come as no surprise that we clearly support a swift exit from the fossil fuel sector. As we see it, there is no other way for Canada to reach its emissions reduction targets of 40% to 45% by 2030. In fact, we consider the target to be too low for Canada to achieve net-zero greenhouse gas emissions by the year 2050 and meet its international commitments. That is why the FTQ supports Quebec's membership in the Beyond Oil and Gas Alliance. That is also why the FTQ has endorsed the Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty. We urge Canada to become a signatory to the treaty and join the alliance.

Of course, we can't ask governments to get out of the fossil fuel game by handing over a blank cheque to the industry. We want a plan for a just transition, starting now. Canada has spent too much time waffling over terminology since 2017. We are asking for immediate action and demanding that Canada honour its international just transition commitments. The issue is too important to reduce it to sustainable jobs and reskilling. Social protection, labour rights, the right to employment based on gender equity and, above all, social dialogue are the pillars of a just transition. Quite clearly, that means the discussions about solutions have to involve workers. There is no other way. The workers of today are the ones contributing to the well-being of their communities, not the workers of tomorrow.

Nous allons commencer avec votre allocution d'ouverture. Vous avez cinq minutes. La parole est à vous.

Hans Marotte, conseiller politique, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec : Honorables sénateurs, nous remercions le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles de nous avoir invités à cette consultation très importante sur l'industrie canadienne du pétrole et du gaz.

Je vais vous dire rapidement ce qu'est la FTQ. La FTQ est, comme vous le savez peut-être, la plus grande centrale syndicale au Québec. Elle regroupe plus de 650 000 membres dans tous les secteurs d'activité économique, y compris la pétrochimie, le pétrole et le gaz naturel. La FTQ est également affiliée au Congrès du travail du Canada, la plus grande centrale syndicale au Canada; parmi ses membres, il y a Unifor Québec, qui est issu du plus grand syndicat du secteur privé au Canada et qui représente la majorité des travailleurs et des travailleuses dans le secteur des énergies fossiles.

Nous ne sommes donc pas étrangers aux questions climatiques et énergétiques. Bien que l'approche de la FTQ ait toujours été d'ordre pragmatique, la crise climatique nous oblige maintenant à pousser l'action plus loin et à être responsables et clairvoyants pour les générations futures.

Puisque nous opérons au Québec, vous ne serez donc pas surpris de constater que nos positions sont clairement en faveur d'une sortie rapide de l'industrie des énergies fossiles. Pour nous, il n'y a pas d'autre solution pour atteindre les cibles de réduction de 40 % à 45 % de GES au Canada d'ici 2030, cibles qui, par ailleurs, nous croyons d'ailleurs trop basses en ce moment pour permettre au Canada d'atteindre la carboneutralité en 2050 et de respecter ses engagements internationaux. C'est pourquoi la FTQ appuie le Québec dans son adhésion à la Beyond Oil & Gas Alliance, et c'est pourquoi elle a signé le Traité de non-prolifération des énergies combustibles. Nous invitons le Canada à devenir signataire de ce traité et à rejoindre cette alliance.

Bien sûr, nous ne pouvons demander d'abandonner les énergies fossiles par l'octroi d'un chèque en blanc pour l'industrie. Nous demandons un plan de transition juste, dès maintenant. Le Canada a trop tergiversé sur la terminologie depuis 2017; nous demandons des actions immédiates et nous exigeons que le Canada respecte ses engagements internationaux en matière de transition juste. Cet enjeu est trop important pour le réduire à une simple question d'emplois durables et de requalification professionnelle. La transition juste repose sur la protection sociale, le droit du travail, le droit à l'emploi conformément au respect de l'équité de genre, et surtout le dialogue social. Cela signifie très clairement qu'il faut discuter des solutions avec les travailleurs et les travailleuses. Il ne peut

It's time for government to stop making the climate crisis worse by handing out subsidies. We are very skeptical when it comes to the results of carbon capture and storage technology. An Environmental Defence report released in March 2022 reveals that, since 2020, Canada has provided \$5.8 billion in public funding to carbon capture projects, which have resulted in a capture rate of barely 0.5%. What's more, the technology is being used to increase production, not lower it. That is unacceptable.

We urge Canada to follow Norway's lead. Carbon capture and storage projects in Norway are funded strictly by the private sector, and only industries that benefit the economy receive funding. The country also has a just transition plan to support workers.

Furthermore, we are very concerned about how the Government of Canada defines the term "inefficient subsidies." According to our sources, financial factors determine whether a subsidy is inefficient, not environmental ones. If that's true, the government is basically saying that, the industry can continue to prosper as long as it remains profitable. It is imperative that the government use the most stringent environmental assessment factors — not financial principles — when determining whether a subsidy is inefficient.

Canada needs to commit to the production of renewable energy immediately and establish a plan to exit the fossil fuel industry. Not only does Canada's long-term economic health depend on it, but so does the country's climate record. A number of industrialized nations have begun that shift. Despite the war in Ukraine, the European Union is repositioning itself as a renewable energy leader. Even countries like Saudi Arabia are embracing green hydrogen. Canada will have a serious trade deficit on its hands if it doesn't follow a similar path, especially since the experts all agree that it takes an average of seven years to bring a new energy system to profitability.

In closing, I want to remind the Senate committee of something the International Energy Agency made clear in its last report: industrialized nations must halt the expansion of fossil fuel production by 2025 — which is around the corner — to have any hope of passing on a healthy planet to future generations.

Thank you for this opportunity. We would be pleased to answer any questions you have.

The Chair: Thank you very much.

Senator Miville-Dechêne: Thank you, Mr. Marotte, for being here today.

y avoir d'autre solution. Ce sont les travailleuses et les travailleurs actuels qui contribuent au bien-être de leur communauté, et non les travailleurs du futur.

Les subventions gouvernementales ne peuvent donc pas continuer d'aggraver la crise climatique. Nous sommes par conséquent très sceptiques par rapport aux résultats issus des technologies de captation et de stockage de carbone. Dans un récent rapport d'Environmental Defence publié en mars 2022, nous apprenions que, depuis 2020, 5,8 milliards de dollars de fonds publics ont été octroyés pour un résultat de captation d'à peine 0,5 %. De plus, cette technologie est utilisée pour produire plus, et non l'inverse. C'est inadmissible.

Nous invitons le Canada à prendre exemple sur la Norvège en ce qui concerne la captation de carbone. Les fonds pour la capture et le stockage dans ce pays ne proviennent que du secteur privé. Seules les industries utiles à l'économie en bénéficient, et un plan de transition juste accompagne les travailleurs et les travailleuses.

De plus, nous sommes très inquiets de la définition de subventions « inefficaces » utilisée par le gouvernement du Canada. Selon nos informations, l'aspect « inefficace » serait évalué selon des principes financiers, et non environnementaux. Si tel est le cas, cela revient à dire que tant que cette industrie sera rentable, elle pourra prospérer. Il faut absolument que l'aspect « inefficace » soit évalué conformément aux évaluations environnementales les plus strictes, et non en fonction des principes financiers.

Le Canada doit s'engager dans la production d'énergies renouvelables sans délai et planifier une sortie des énergies fossiles. Il en va de la santé économique à long terme du Canada et de son bilan climatique. Plusieurs pays industrialisés ont d'ailleurs amorcé ce virage. Malgré la guerre en Ukraine, l'Union européenne se repositionne comme un leader des énergies renouvelables. Même des pays comme l'Arabie saoudite se tournent vers l'hydrogène vert. Le Canada aura un sérieux déficit commercial s'il ne suit pas cette voie, d'autant plus que les experts s'entendent pour dire qu'il faut en moyenne sept ans pour développer une nouvelle filière énergétique rentable.

En terminant, nous voulons rappeler au comité sénatorial que, dans le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie, il était clairement indiqué que les pays industrialisés devaient cesser l'expansion de la production des hydrocarbures d'ici 2025 — c'est demain — si nous voulons nous donner une chance de laisser une planète saine aux générations futures.

Je vous remercie de m'avoir écouté, et c'est avec plaisir que nous répondrons à vos questions.

Le président : Merci beaucoup.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci, monsieur Marotte, d'être avec nous aujourd'hui.

I actually want to discuss the green transition and the just transition you talked about. You've no doubt heard Minister Fitzgibbon in Quebec say that the province has no plans to develop the green hydrogen sector. Do you agree with the CAQ government on that, or do you think it's a bit too early to close that door?

Patrick Rondeau, Union Adviser Responsible for the Environment and Transition File, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec: Thank you for your question. Yes, the Quebec government made the decision not to develop that energy source on a large scale. It was a political choice. Building out a sector of that magnitude requires research and development and significant investment.

The CAQ's decision to explore the possibility was never met with the necessary investment, so Quebec missed the boat. That's not the case everywhere in Canada, namely Alberta, which is looking for an alternative. Green hydrogen may be an alternative for Alberta's economy and, by extension, Canada's economy.

Senator Miville-Dechêne: Your just transition, then — I listened to your presentation, but I'd like you to speak to the right to employment and social protection. What are you looking for? What is missing from government promises to exit the hydrocarbon sector? What exactly do you want to see when it comes to the right to employment?

Mr. Rondeau: We didn't come up with the definition for a just transition. It emerged from international consensus, through the Paris agreement, which Canada ratified and ties in with the Decent Work Agenda, which Canada also ratified under the leadership of the International Labour Organization.

In addition, Canada signed the Silesia declaration in 2018 and the COP 26 just transition declaration. It also agreed to the Sharm el-Sheikh decision on the just transition approach. That means Canada has already made many commitments to a just transition in connection with the International Labour Organization's Decent Work Agenda. The agenda has four pillars. First is social protection, which can be interpreted as support for workers and a range of enhanced social policies, as compared with our employment insurance program, for instance. Second is social dialogue, which brings together unions, employers and governments, including indigenous governments, in support of stakeholder consultation. Third is the right to employment, in other words, gender equity and equity in the face of discrimination in newly created jobs. Fourth is labour rights, which should also be prioritized.

Je veux vous parler justement de cette transition verte et aussi de votre transition juste. Tout d'abord, vous avez sans doute entendu le ministre Fitzgibbon dire que le Québec ne comptait pas développer la filière de l'hydrogène vert. Êtes-vous d'accord avec l'évaluation du gouvernement caquiste, ou pensez-vous qu'on referme cette porte un peu rapidement?

Patrick Rondeau, conseiller syndical responsable du dossier de l'environnement et de la transition juste, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec : Merci beaucoup pour la question. Effectivement, c'est la décision du gouvernement du Québec de ne pas déployer cette énergie de façon importante. C'est un choix d'ordre politique. Pour développer une filière aussi importante, il faut y accorder la recherche, le développement et les sommes nécessaires.

Or, depuis que la CAQ a décidé d'explorer cette possibilité, les sommes n'ont jamais été au rendez-vous, alors on a raté le bateau. Ce n'est pas le cas pour l'ensemble du Canada, notamment en Alberta, où l'on cherche une autre solution. L'hydrogène vert pourrait être une solution pour l'économie albertaine et pour l'économie canadienne par le fait même.

La sénatrice Miville-Dechêne : Donc, votre transition juste... J'ai entendu votre présentation, mais j'aimerais vous entendre sur le droit à l'emploi et la protection sociale. Qu'est-ce que vous voulez? Qu'est-ce qu'il manque dans les promesses pour sortir des hydrocarbures? Qu'est-ce que vous voulez précisément en ce qui a trait au droit à l'emploi?

M. Rondeau : Notre définition de la transition juste n'est pas la nôtre. Elle est issue d'un consensus international, de l'Accord de Paris, qui a été ratifié par le Canada et qui fait appel à l'agenda pour le travail décent, que le Canada a également ratifié sous l'égide de l'Organisation internationale du travail.

Le Canada a également signé la Déclaration de Silésie en 2018, il a signé la Déclaration sur la transition juste lors de la COP26 et il a accepté la décision de Sharm el-Cheikh sur le programme de transition juste. Le Canada a donc déjà pris beaucoup d'engagements sur le principe de la transition juste autour de l'agenda pour le travail décent de l'Organisation internationale du travail. Cet agenda repose sur quatre axes : la protection sociale, que l'on peut considérer comme l'accompagnement des travailleurs et des travailleuses et des politiques sociales différentes et bonifiées comparativement à celles que nous avons sur l'assurance-emploi, par exemple; le dialogue social, qui réunit syndicats, employeurs et gouvernement, y compris les Autochtones en tant que gouvernement, et qui comprend les parties prenantes concernées en mode de consultation; le droit à l'emploi, c'est-à-dire une équité de genre, une équité pour faire face à la discrimination dans les nouveaux emplois qui seront créés; le droit du travail doit primer également.

Those are the things we are working on with our Canadian counterparts. Thus far, we don't have anything concrete, despite the agreements Canada has ratified. Since 2019, we have been waiting for just transition legislation, a legislative framework and dedicated funding, similar to what exists in the European Union, which also has cross-compliance mechanisms in place for companies that receive funding. That way, they can plan for a just transition driven by the decarbonization of economic sectors, including workers, while paying special attention to communities and the impact on them. Along the way, it will be necessary to establish support and reskilling measures, and to develop clean and effective technologies, culminating in an examination of our economic system.

Senator Miville-Dechêne: Thank you.

[English]

Senator Arnot: I would like to explore that same issue. Everybody knows that the biggest negative impact with the reduction of fossil fuels will be in Alberta and Saskatchewan. Alberta produces 80% of crude oil in Canada. Saskatchewan is second at 9%, but that 9% translates to \$6 billion of Saskatchewan's GDP. A just transition or any transition has the potential to have a very catastrophic effect if it's not managed responsibly.

One would think that the Government of Canada should be leading on this if there is a vacuum there. Who should lead? Is there a role for stakeholders — both corporations and unions — to work together to take a lead on defining just transition and putting forward constructive ideas? As you say, they are not forthcoming at the moment.

Could you amplify your ideas about that just transition and how you see it working in a practical way? What kind of timelines would be required? How do you see that evolving? Who should be managing it? Who should be taking a lead on it?

[Translation]

Mr. Rondeau: Thank you for your question. We've been discussing that with the federal government since 2016, ever since the Paris agreement, which set out the principles for a just transition. Since then, the question we have been asked is whether we are sure the terminology is appropriate. The whole time, we have been discussing semantics, instead of planning the just transition. That is entirely unacceptable.

Voilà donc les éléments sur lesquels nos collègues canadiens et nous travaillons. Jusqu'à maintenant, malgré les ententes et les ratifications de la part du Canada, nous n'avons rien de concret. Depuis 2019, nous attendons toujours l'adoption d'une loi sur la transition juste et d'un cadre législatif et l'attribution d'un fonds réservé à cet effet, comme nous en retrouvons dans l'Union européenne, avec des mécanismes d'écoconditionnalité pour les entreprises qui recevront ces sommes. Ainsi, elles pourront planifier une transition juste basée sur la décarbonation des secteurs d'activité économique, y compris les travailleurs et les travailleuses, tout en portant un regard particulier sur les communautés et sur les impacts qui seront subis. Puis, en cours de route, il faudra mettre en œuvre des mesures d'accompagnement et de formation professionnelle ainsi que développer des technologies propres efficaces, pour tenir ultimement une réflexion sur notre système économique.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci.

[Traduction]

Le sénateur Arnot : J'aimerais poursuivre dans la même veine. Chacun sait que les impacts négatifs les plus considérables de la réduction de la consommation de combustibles fossiles se feront sentir en Alberta et en Saskatchewan. L'Alberta produit 80 % du pétrole brut au Canada. La Saskatchewan arrive deuxième avec 9 %, mais cette proportion correspond à 6 milliards de dollars du PIB de cette province. Toute transition, même si elle est juste, peut avoir des effets catastrophiques si elle n'est pas gérée de façon responsable.

On s'attendrait à ce que le gouvernement du Canada exerce un certain leadership, notamment pour régler les lacunes. Qui devrait prendre les commandes? Les parties prenantes — les sociétés et les syndicats — devraient-elles travailler en collaboration pour définir les paramètres de la transition juste et proposer des idées constructives? Comme vous l'avez dit, nous n'avons rien de concret pour l'instant.

Pourriez-vous étayer votre conception de la transition juste et décrire comment elle se concrétiserait selon vous? Quel type d'échéancier devrait être envisagé? De quelle manière la transition évoluerait-elle? Qui en assumerait la gestion? Qui devrait jouer un rôle de premier plan?

[Français]

M. Rondeau : Je vous remercie de la question. Nous avons cette discussion avec le gouvernement fédéral depuis 2016, soit depuis l'adoption de l'Accord de Paris, qui a introduit les principes directeurs pour une transition juste. Depuis, on nous demande : « Êtes-vous sûrs que c'est la bonne terminologie? » On est donc dans un débat de sémantique et non de planification, ce qui est totalement inacceptable.

In our view, the federal government, in conjunction with the provinces, needs to show leadership. Just as it did with Canada's climate plan, the government should establish a federal plan in consultation with the provinces, one that aligns with their plans. The federal government should follow the same process. The process leading to the passage of the Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act brought together a number of stakeholders. Similarly, the process leading to a just transition should be meaningful and comprehensive. We don't think the process should be led by activists. We believe the people affected, workers and the organizations that represent them, should be at the table with employers and the organizations that represent them. The process should also involve governments — on a departmental level — and First Nations, whom we consider to be governments.

That work needs to happen quickly in order to ensure a just transition. An assessment of the industry's impact on public health, the country's economy, and regional and local economies should be undertaken right away. Of course, the environmental impact needs to be examined, taking into account science-based targets on which there is international consensus. The recommendations issued by the Intergovernmental Panel on Climate Change as well as the International Energy Agency should inform planning around decarbonization scenarios using various indicators. Once we have those indicators, we can use modelling to determine the impact on jobs and make the necessary adjustments at the industry and job level.

What we are doing now is the opposite. The focus is on making as much profit as possible in anticipation of the transition, which there is no plan for, first of all. Second of all, there is all this talk about the jobs of tomorrow and the skills required, without knowing the repercussions on those jobs. It's all backwards. We have to start at the beginning, and that takes political courage.

You're from Saskatchewan, which is home to a real success story when it comes to geothermal energy. When jobs and skills are transferred to the green economy, the focus is usually on so-called problem jobs. Saskatchewan is a great example. Refinery workers were put to work producing geothermal energy because the job requires the same skills. That's a success story you can share now.

The Chair: Thank you.

[English]

Senator Sorensen: My question is probably directed to Mr. Rondeau. I'm curious about your members, and I'm looking for a best-you-can-do, high-level comment. Are they enthusiastic with the planned transition or is there a lot of fear attached in terms of job security et cetera to the planned transition? I'm also

Selon nous, ce leadership doit provenir du gouvernement fédéral en collaboration avec les gouvernements provinciaux, de la même façon que le plan pour le climat canadien est défini, c'est-à-dire un plan fédéral en consultation et conforme aux plans des provinces. Donc, le même exercice doit être fait. Tout comme la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité a été adoptée avec plusieurs parties prenantes qui y ont pris part, le processus de transition juste doit se faire de façon sérieuse et élaborée. Nous souhaitons que ce ne soit pas un principe mené par des militants ou des activistes, mais nous demandons que les personnes concernées — les travailleurs et les travailleuses et leurs organisations — soient à la table avec les organisations d'employeurs, ainsi que les gouvernements, sur une base interministérielle et en relation avec les Premières Nations, que nous considérons comme des gouvernements par le fait même.

C'est ce travail qui doit être fait rapidement pour assurer une transition juste. Il faut rapidement évaluer les impacts de l'industrie sur la santé publique, l'économie du pays, l'économie régionale et des communautés, l'impact environnemental selon les cibles fixées par la science et les consensus internationaux. Il faut tenir compte des recommandations du GIEC et de l'Agence internationale de l'énergie, par exemple, pour planifier des scénarios de décarbonation avec différents indicateurs. Lorsque nous aurons ces indicateurs, nous pourrions modéliser l'impact sur les emplois et apporter les correctifs requis à l'industrie et aux emplois.

En ce moment, on fait l'inverse. On fait le plus de profits possible pour planifier une transition pour laquelle on n'a pas de plan dans un premier temps, et on pense aux emplois de l'avenir et à leurs compétences sans connaître les répercussions sur ces emplois. Nous prenons le problème à l'envers. Il faut le prendre au début et il faut du courage politique pour le faire.

Vous êtes de la Saskatchewan et vous avez une excellente histoire à raconter en ce qui a trait à la géothermie. Souvent, les emplois et les compétences peuvent être transférés vers des emplois verts, mais à partir d'emplois dits problématiques. La Saskatchewan est un excellent exemple : on a pris des travailleurs d'une raffinerie pour produire de la géothermie, puisque somme toute les mêmes compétences étaient utilisées. C'est une excellente histoire que vous pouvez raconter maintenant.

Le président : Merci.

[Traduction]

La sénatrice Sorensen : Je pense que ma question devrait s'adresser à M. Rondeau. Je suis curieuse d'en savoir plus sur vos membres. Je vous demanderais de me répondre au meilleur de vos connaissances ou de faire un commentaire très général. La transition planifiée engendre-t-elle beaucoup d'enthousiasme

curious to know what's happening today on a day-to-day basis to help those employees move forward as we transition.

[Translation]

Mr. Rondeau: Thank you for your question. You represent Alberta, where the situation is rather delicate. We understand the fears that our colleagues in Alberta have right now, and we very much support them. Quebec and Alberta have two different realities.

One thing I would say is that, after COP 22 in 2016, when the federal government announced that it would phase out coal by 2030, Alberta's coal workers, thousands of them, found out through media reports that they were going to lose their jobs, without there being a plan in place. The just transition task force wasn't created until a year later, after hundreds of workers had already gotten pink slips. When people think of the just transition, especially in Alberta, they certainly associate it with losing their jobs. The opportunity or positive side of the just transition doesn't come to mind. I'm talking about assessing the industry impacts, establishing decarbonization scenarios and planning how to address the problem to reach targets. If all people get out of it are job losses, they won't want to participate in the just transition. Their narrative around the just transition focuses on job losses and fear, so fear is what prevails.

Until we involve people in the process of identifying solutions — solutions available to them — they will fear the worst and refuse to get on board. That's just human nature.

We can look to countries such as Italy, Spain, Australia and the U.S., whose energy sectors have all undergone difficult transitions, including in the natural gas arena. When countries approached the just transition carefully, engaging all the affected parties in the process, the transition worked out well for workers and their communities. We are talking a lot about workers, and you know as well as I do that they are the lifeblood of their communities. The way Canada has been built, some communities revolve around a single industry, so if you shut down the industry, you shut down the community. It's quite devastating.

I think we need to have the courage to start this dialogue with workers, which is what we are doing at the FTQ. I'm not saying that the unions don't do it — let's be very clear, they do it too — but the issue is much more difficult, particularly because of the coal situation since 2016; there was no plan and it was all very difficult. Even the report of the Task Force on Just Transition has been shelved since then. We hope to see results with the

parmi vos membres, ou suscite-t-elle plutôt des craintes liées, par exemple, à la sécurité d'emploi? Je voudrais connaître également les mesures prises au quotidien pour aider les employés à composer avec la transition.

[Français]

M. Rondeau : Je vous remercie de la question. Effectivement, comme vous êtes une sénatrice de l'Alberta, votre situation est très délicate. Nous y sommes sensibles et nous sommes très solidaires de nos collègues qui vivent cette crainte en Alberta présentement. Il y a deux réalités différentes au Québec et en Alberta.

Je vous dirais qu'en Alberta, il est clair que lorsque le gouvernement fédéral, après la COP22 de 2016, a annoncé la fin de l'industrie du charbon sur un horizon de 2030, les milliers de travailleurs et travailleuses ont somme toute appris par les médias qu'ils perdraient leur emploi sans qu'il y ait de plan. Le Groupe de travail sur la transition équitable n'a été mis en place qu'un an plus tard, alors que plusieurs centaines de personnes avaient déjà reçu des lettres de licenciement. Dans la tête des gens, notamment en Alberta, il est très clair que la transition juste est associée à une perte d'emplois. On ne voit pas le caractère opportuniste ou optimiste d'une transition juste qui est, en fait, d'évaluer les impacts d'une industrie, d'établir des scénarios de décarbonation et de planifier comment régler cette problématique pour atteindre les cibles. À ce niveau, si on n'a à offrir que des pertes d'emplois à ces gens, ils ne voudront pas participer. Ils accompagnent ce discours par les pertes d'emplois et par la peur; c'est la peur qui domine.

Donc, tant qu'on n'inclut pas les gens dans la solution — une solution qui est à leur portée —, ils vont craindre le pire et se braquer. C'est une réaction tout à fait humaine.

Or, on le voit dans certains pays, notamment en Italie, en Espagne, en Australie ou aux États-Unis, où ils ont eu à vivre une transition difficile dans certains secteurs de l'énergie, notamment pour ce qui est du gaz naturel : là où il y a eu un processus rigoureux de transition juste qui a inclus les parties prenantes, la transition s'est avérée positive pour les travailleurs, les travailleuses et leur communauté. On parle beaucoup des travailleurs et des travailleuses, mais vous savez comme moi que ce sont eux qui font vivre une communauté. En raison de la manière dont nous avons construit le Canada, certaines de nos communautés sont monoéconomiques. Cela signifie que si vous fermez une industrie, vous fermez une communauté au complet. C'est assez dramatique.

Je pense qu'il faut avoir le courage d'amorcer ce dialogue avec les travailleurs et travailleuses, ce que nous faisons à la FTQ. Je ne dis pas que les syndicats ne le font pas — soyons très clairs, ils le font aussi —, mais la situation est beaucoup plus difficile, notamment à cause de la situation du charbon depuis 2016, car il n'y avait pas de plan et tout cela a été très difficile. Même le rapport du Groupe de travail sur la transition équitable

Canadian just transition bill, but we are still waiting, and we've yet to see the outcome of that discussion.

In Quebec, we have been having this discussion on just transition with our members since 2016. At the moment, we have interesting discussions on just transition in other sectors, because it's not only an energy issue. We have the same issues for aluminum smelters and forestry. In Quebec, we have two refineries. We have these concerns and discussions with workers, communities, municipalities and the government. This allows us to explain that the just transition does not necessarily mean job losses; it means that we plan to provide support to protect jobs, create opportunities and achieve our decarbonization and climate change targets.

[English]

Senator Pate: Thank you to both of our witnesses. I'm not sure who this would be directed to whether it's Mr. Marotte or Mr. Rondeau. Mr. Marotte, in your introductory comments, you mentioned the learning from Norway in particular. I'm curious if there are other emerging technologies that your union and federation have looked at in terms of technologies that could be implemented that you would recommend that the government invest in with respect to reducing and ultimately eliminating emissions in the oil sands industry.

[Translation]

Mr. Marotte: Thank you very much for your question. There are indeed solutions. My expert will be able to provide a better answer than I.

Mr. Rondeau: Thank you for the question. The case of Norway is interesting. From the international perspective, just transition is interesting in that people work together. Participation in the COP is not just a charade; it allows us to work all year long to find solutions that are put forward elsewhere.

In Norway, there are relatively high and interesting capture rates because, as my colleague explained earlier, the funding for technologies comes from private industry. So they have an interest in making it work. I'm not saying it's the other way around here, but it's clear that when you put your own money on the table, you want results; that's a given. You understand that you have a greater financial responsibility. That's what they're doing in Norway and they are decarbonizing sectors that are critical to the future of the country. There is a consensus that

a été rangé sur une tablette depuis. On espère avoir des résultats grâce au projet de loi canadienne sur la transition juste, mais on attend encore et on tarde à voir l'aboutissement de cette discussion.

Au Québec, nous avons entamé cette discussion sur la transition juste avec nos membres depuis 2016. En ce moment, nous avons des discussions intéressantes sur la transition juste dans d'autres secteurs, parce que ce n'est pas seulement une question énergétique. Nous avons les mêmes enjeux pour les alumineries et la foresterie. Au Québec, nous avons deux raffineries. Nous avons ces préoccupations et ces discussions avec les travailleurs et travailleuses, les communautés, les municipalités et le gouvernement. Cela nous permet d'expliquer que la transition juste ne provoque pas nécessairement de pertes d'emplois; cela signifie que l'on prévoit de faire un accompagnement pour protéger les emplois, créer des possibilités et atteindre nos cibles de décarbonation et de lutte contre les changements climatiques.

[Traduction]

La sénatrice Pate : Merci aux deux témoins. Je ne sais pas si je dois adresser ma question à M. Marotte ou à M. Rondeau. M. Marotte, dans votre déclaration préliminaire, vous avez cité en exemple le cas de la Norvège. Votre syndicat et votre fédération ont-ils examiné d'autres technologies émergentes qui permettraient de réduire et, un jour, d'éliminer les émissions produites par l'industrie des sables bitumineux, qui pourraient être mises en œuvre et dans lesquelles le gouvernement devrait investir?

[Français]

M. Marotte : Merci beaucoup de votre question. Effectivement, il y a des solutions. Mon spécialiste pourra vous répondre mieux que moi.

M. Rondeau : Je vous remercie de la question. Le cas de la Norvège est intéressant. Ce qui est intéressant sur le plan de la transition juste, quand on la prend à l'échelle internationale, c'est qu'on travaille ensemble. Les participations à la COP, ce n'est pas qu'une parade; cela nous permet de travailler toute l'année pour trouver des solutions qui sont mises de l'avant ailleurs.

En Norvège, il y a des taux de captation relativement élevés et intéressants parce que, comme mon collègue l'a expliqué plus tôt, le financement des technologies provient de l'industrie privée. Ils ont donc intérêt à ce que cela fonctionne. Je ne dis pas que c'est le contraire ici, mais il est clair que lorsque vous mettez votre propre argent sur la table, vous voulez des résultats; cela va de soi. Vous comprenez que vous avez une responsabilité accrue sur le plan financier. C'est ce qu'on fait en Norvège et cela permet de décarboner des secteurs névralgiques pour l'avenir du

Norway is a big hydrocarbon producer, but most of the captures are not processed by the hydrocarbon industry because they know they will have to plan an exit at some point.

Such examples exist in several places. This can be done by including new energies. We can go back to energies like green hydrogen. There are extraordinary examples in Sweden in terms of just transition processes and rigorous consultation where green hydrogen is being introduced to produce steel. There is carbon neutral and even carbon negative steel in some respects.

Solutions do exist, but what we see here in looking at the reports we get, unfortunately, is that despite the money being pumped into the fossil fuel industry to capture CO₂, the results are not there. The balance between money and results is also relatively unacceptable. At the moment, no expert is able to demonstrate, scientifically speaking, that carbon capture will be achieved, even in 10 years. This is still an unknown. It's not millions of dollars, it's billions of dollars that are being sent to the industry — and let's face it, it's an industry that's making billions of dollars in profits in the process.

It feels like we're swimming against the tide, because we're using technologies to keep an industry going and extend its lifespan, when eventually that industry is going to faceplant, if only because the resource will become less abundant, as will the demand for it. We don't have a plan B to get there.

So when we are told that we are condemning our own members and industry workers by calling for the abandonment of oil and gas, we respond that doing nothing means condemning these people to job loss.

Senator Galvez: Hello, and thank you very much for being here and for the quality of your answers. You have knowledge and experience that we can recognize.

We have had the opportunity to talk about all the things you have discussed in the past. I meet very often with workers' organizations; also, technical issues are very important to me as an engineer.

I agree that we have to call it a transition, but this transition is becoming a bit eternal, because we have been talking about it for 30 years. There are a lot of words, but not much action.

pays. On s'entend pour dire que la Norvège est un producteur important d'hydrocarbures, mais la plupart des captations ne sont pas traitées par l'industrie des hydrocarbures parce qu'ils savent qu'ils devront planifier une sortie à un moment donné.

De tels exemples existent à plusieurs endroits. Cela peut se faire par l'inclusion de nouvelles énergies. On peut revenir à des énergies comme l'hydrogène vert. Il y a des exemples extraordinaires en Suède sur le plan des processus de transition juste et de concertation rigoureuse où l'on introduit l'hydrogène vert pour produire de l'acier. Il y a un acier carboneutre et même carboné négatif à certains égards.

Des solutions existent, mais ce qu'on voit ici en examinant les rapports que l'on reçoit, malheureusement, c'est que malgré l'argent injecté dans l'industrie des énergies fossiles pour capter le CO₂, les résultats ne sont pas au rendez-vous. L'équilibre entre l'argent et le résultat est aussi relativement inacceptable. En ce moment, aucun expert n'est en mesure de démontrer, scientifiquement parlant, que la captation de carbone sera au rendez-vous, ne serait-ce que dans 10 ans. Cela reste une inconnue malgré tout. Ce ne sont pas des millions de dollars, mais des milliards de dollars qui sont envoyés à l'industrie — et disons-le, c'est une industrie qui gagne des milliards de dollars de profits par le fait même.

On a l'impression de nager à contre-courant, car on fait appel à des technologies pour faire vivre une industrie et allonger sa durée de vie alors qu'un jour ou l'autre, cette industrie va péricliter, ne serait-ce que parce que la ressource deviendra moins importante, tout comme la demande par le fait même. On n'a pas de plan B pour y arriver.

Donc, quand on nous dit que nous condamnons nos propres membres et les travailleurs de l'industrie en demandant d'abandonner les hydrocarbures, nous répondons que ne rien faire, cela signifie que l'on condamne ces gens à perdre leur emploi.

La sénatrice Galvez : Bonjour, et merci beaucoup de votre présence et de la qualité de vos réponses. Vous avez un savoir et une pratique que nous pouvons reconnaître.

Nous avons eu l'occasion de parler de tous les éléments dont vous avez discuté par le passé. Je rencontre très souvent des organisations de travailleurs; de plus, les questions techniques sont très importantes pour moi comme ingénieure.

Je suis d'accord pour dire que nous devons appeler cela une transition, mais cette transition devient un peu éternelle, parce que cela fait 30 ans qu'on en parle. Il y a beaucoup de mots, mais pas beaucoup d'actions.

[English]

You have mentioned that one of the big problems is lack of leadership, and I agree with you. I agree with you because we are going at a pace that is very slow compared to other G7 countries. You said that the federal government has a role to play and it's not playing it. You also said that these oil and gas companies are reporting record profits.

I would like to know if they are reinvesting in their own training of workers and if they have, according to you, a road map to get to net-zero emissions by 2050? What is the impact of all the subsidies that the government gives to that because you said we are trying to prolong the life of an industry, however we are not helping the workers by doing that. Can you expand on that? What can we do? You are talking to senators, so what can we do to help accelerate this transition? Thank you.

[Translation]

Mr. Rondeau: Thank you for the question.

Indeed, there is no transition plan for these energies, insofar as when we talk about just transition, for example, we talk about transformation.

So it is not just a matter of transiting and moving, for example, from point A to point B, but also of performing a transformation between the two. This means moving from fossil energy to renewable energy by making profound changes. It also requires political courage in relation to economic priorities. As long as we put forward an economic model like the one we have at the moment, we will always say that it makes no sense to change the economic model, because it is profitable. That's what we're talking about when we talk about transition: there must be a transformation between the present and the future.

As soon as people put forward economic and financial principles and Canada's GDP, for example, the answer will always be modelled according to the vision we have. When we say that there is no just transition plan, we mean that there is no plan where the impacts are properly assessed to the extent that we want to exit the industry. We don't have a decarbonization scenario because we want to capture CO₂ to meet the economic vision. We don't have a plan to transition this industry, because we want to keep it going to finance the transition.

Naturally, you see that as long as the economic paradigm and vision remain the same, the response is not the one we would like to see. That's why we face — not only Canada, but also Quebec and other countries — a response where governments try to find the easy answer, in the same economic logic. The easy answer we often hear is to ask what new jobs can be

[Traduction]

Vous avez dit qu'un des gros problèmes est le manque de leadership. Je suis d'accord avec vous, car nous avançons très lentement comparativement aux autres pays du G7. Vous avez dit que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer, mais qu'il ne le jouait pas. Vous avez affirmé également que les sociétés pétrolières et gazières réalisaient des profits records.

J'aimerais savoir si ces sociétés réinvestissent dans une formation pour leurs propres travailleurs et si elles ont, selon vous, établi une feuille de route visant la carboneutralité d'ici 2050. Quelle est l'incidence des subventions versées par le gouvernement? Vous avez dit que nous essayons de prolonger la vie de cette industrie en dépit du fait que cela n'aide pas les travailleurs. Pourriez-vous étayer vos propos? Que pouvons-nous faire? Nous, les sénateurs à qui vous vous adressez, comment pouvons-nous contribuer à accélérer la transition? Merci.

[Français]

M. Rondeau : Merci de la question.

Effectivement, il n'y a pas de plan de transition pour ces énergies dans la mesure où, par exemple, lorsque nous parlons de transition juste, nous parlons de transformation.

Il ne s'agit donc pas simplement de transiter et de se déplacer, par exemple, d'un point A à un point B, mais aussi d'effectuer une transformation entre les deux. Cela signifie, par exemple, d'aller d'une énergie fossile vers une énergie renouvelable en faisant des changements en profondeur. Il faut aussi du courage politique par rapport aux priorités économiques. Tant que l'on met de l'avant un modèle économique comme celui que nous avons en ce moment, on va tout le temps se dire que cela n'a aucun sens de changer le modèle économique, puisqu'il est rentable. C'est de cela qu'on parle quand on parle de transition : il doit y avoir une transformation entre les deux.

À partir du moment où l'on met de l'avant des principes économiques et financiers et le PIB du Canada, par exemple, c'est sûr que la réponse sera modélisée selon la vision que nous en avons. Quand on dit qu'il n'y a pas de plan de transition juste, nous voulons dire par là qu'il n'y a pas de plan où l'on évalue, de façon appropriée, les impacts dans la mesure où nous voulons sortir de l'industrie. Nous n'avons pas de scénario de décarbonation parce que nous voulons capter le CO₂ pour répondre à la vision économique. Nous n'avons pas de plan pour effectuer la transition de cette industrie, parce qu'on veut continuer de la faire vivre pour financer une transition.

Naturellement, vous voyez que, dès que le paradigme et la vision économiques demeurent les mêmes, la réponse n'est pas la même que celle que nous voudrions voir. C'est pourquoi nous faisons face — pas seulement le Canada, mais aussi le Québec et d'autres pays — à une réponse où les gouvernements essayent de trouver la réponse facile, dans la même logique économique. La

created, what green jobs can be created, what are the jobs of the future, what are the skills of the future; how can we integrate young people into this new economy, and so on. However, all of this is based on an economy that doesn't change; that's where we don't get it right, because if you model new jobs and skills without having assessed the impacts and the needs, you'll never get it right.

We need to be able to start from the premise that the industry will have to change and transform, and from there, model the changes in terms of change, not in terms of continuity.

Even if you want to assess what skills will be needed in the future to develop wind, solar or geothermal energy, when you send funds to continue work and production on the fossil fuel front, there is a dichotomy between the two. This is where there is a major problem: a political vision based on an economic vision of the country. It's a big job and it takes a lot of courage to change the economic vision of a country. Nevertheless, if we want to reach our reduction targets and be carbon neutral by 2050, we have no choice. That is where we absolutely must go.

What can you do, as senators? That is an excellent question. I think it is important to have this meeting today. Inviting us as stakeholders was also a good idea and we appreciate it, because we are always in solution mode. If we can continue this dialogue with you, we will be happy to do so in order to see progress on this issue.

However, we would have to know the limits you have; I know there are financial limits when you introduce bills. If you could support the efforts to get the file to fruition, even simply the just transition legislation, that would be a lot.

We have been lobbying our union colleagues, whether it be at the Canadian Labour Congress or Unifor, but also environmental groups like Climate Action Network Canada and Environmental Defence. We've sent briefing notes to the federal government and to all the opposition parties, and we've included what a just transition act might look like. Maybe you could get that legislation done? The matter of a just transition fund also needs to be dealt with, because that's something that's never discussed; that would be a priority at this point. Finally, we should continue to be involved in the discussions, as should the industry. We have no problem sitting down with the industry to have this discussion. We do it in Quebec and we find that dialogue gets us much further than isolated discussions with individual players.

réponse facile que nous avons souvent, c'est de se demander quels sont les nouveaux emplois que nous pouvons créer; quels sont les emplois verts que nous pouvons créer; quels sont les emplois du futur; quelles sont les compétences du futur; comment peut-on intégrer les jeunes dans cette nouvelle économie et ainsi de suite. Cependant, tout cela est basé sur une économie qui ne change pas; c'est là où nous n'y arrivons pas, parce que si l'on modélise de nouveaux emplois et des compétences à acquérir sans avoir évalué quels seront les impacts et les besoins que nous avons, on n'y arrivera jamais.

Il faut pouvoir partir du principe où l'on se dit que l'industrie devra changer et se transformer et, à partir de là, modéliser les changements en fonction du changement, et non pas en fonction d'une continuité.

Même si l'on veut, par exemple, évaluer quelles seront les compétences du futur pour développer l'énergie éolienne, solaire ou géothermique, quand on envoie les fonds afin de poursuivre un travail et une production sur le plan des énergies fossiles, il y a une dichotomie entre les deux. C'est à ce niveau qu'il y a un problème majeur : une vision politique basée sur une vision économique du pays. C'est une grosse commande et cela demande beaucoup de courage pour changer la vision économique d'un pays. Néanmoins, si nous voulons atteindre nos cibles de réduction et être carboneutres en 2050, nous n'avons pas le choix. C'est vers cela que nous devons absolument aller.

Que pouvez-vous faire, en tant que sénateurs et sénatrices? C'est une excellente question. Je pense que le fait d'organiser cette réunion aujourd'hui est important. Nous inviter en tant que parties prenantes était aussi une bonne idée et nous l'apprécions, parce que nous sommes toujours en mode solution. Si nous pouvons poursuivre ce dialogue avec vous, ce sera un geste bienvenu de notre part pour qu'on soit en mesure de progresser dans ce dossier.

Cependant, il faudrait connaître les limites que vous avez; je sais qu'il y a des limites sur le plan financier lorsque vous déposez des projets de loi. Si vous pouviez soutenir les efforts pour que le dossier aboutisse, ne serait-ce que la législation sur la transition juste, ce serait déjà beaucoup.

Nous avons fait des démarches auprès de nos collègues syndicaux, que ce soit au Congrès du travail du Canada ou auprès d'Unifor, mais aussi auprès de groupes environnementaux comme le Réseau action climat Canada et Environmental Defence. Nous avons envoyé des notes d'information au gouvernement fédéral et à tous les partis de l'opposition et nous y avons inclus ce dont pourrait avoir l'air une loi sur la transition juste. Peut-être pourriez-vous faire aboutir cette législation? Il faudrait aussi pouvoir traiter de la question d'un fonds consacré à la transition juste, parce que c'est un sujet dont on ne discute jamais; ce serait quelque chose de prioritaire à ce stade-ci. Il faudrait enfin que nous continuions de participer aux discussions, tout comme l'industrie par le fait même. Nous

Senator Miville-Dechêne: My question is for Mr. Rondeau. As you know, there is an urgent need to act to save the planet. Given all that, is it possible that, by grafting on several social and trade union demands, as you are doing — I am thinking of parity, the right to work and labour law, and the energy transition — we are weighing down and delaying progress?

Should we make the green transition conditional on the adoption of trade union positions, or rather decouple the two issues to move forward more quickly on this?

Mr. Rondeau: I thank you for the question. You know, when we talk about the just transition principle — I'll say it again — we're talking about a concept that was developed and guidelines that were adopted by the International Labour Organization in 2015, following work that lasted two years.

Senator Miville-Dechêne: Yes, you already told me that. I'm interrupting you because what I want to know is whether there is a way to decouple the two issues.

As you know, it's not going fast enough in Canada; we don't have a just transition law. Should we block or slow down this transition until we have worked out every detail of the transition for workers? Action is urgently needed, so it is very difficult to combine several issues together. I don't deny that there are important trade union issues, but shouldn't we give priority, first and foremost, to this green transition, if the planet is to survive?

Mr. Rondeau: That's what I was going to say: this is not a union issue. That's exactly what I was going to say. When you have employers, unions and countries around the table agreeing on a plan at the international level, and Canada ratifies agreement after agreement, it's not a union issue. It's a tripartite issue that we're putting forward, and that's what we are asking for.

I could also ask the question the other way around: If we only address the green transition issue with industry, will we get there faster? At the moment, what we see is an expansion of that industry, not the other way around.

If you look at the latest IPCC report, which is about solutions, it's very clear; the 1.5-degree Celsius target is still achievable if — and the "if" is really underlined in bold — governance undergoes major transformations. If the just transition does not include social measures and protections, states will fail, because

n'avons aucun problème à nous asseoir avec des représentants de l'industrie pour tenir cette discussion. Nous le faisons au Québec et nous nous rendons compte que le dialogue nous mène beaucoup plus loin que des discussions isolées avec chacun des acteurs.

La sénatrice Miville-Dechêne : Ma question s'adresse à M. Rondeau. Comme vous le savez, il y a urgence d'agir pour sauver la planète. Étant donné tout cela, est-il possible que, en greffant plusieurs exigences sociales et syndicales, comme vous le faites — je pense à la parité, au droit du travail et à la transition énergétique —, on alourdisse et on retarde le mouvement?

Faut-il conditionner la transition verte à l'adoption de positions syndicales, ou plutôt découpler les deux enjeux pour avancer plus vite dans cette transition verte?

M. Rondeau : Je vous remercie de la question. Vous savez, lorsqu'on parle du principe de transition juste — je le dis encore une fois —, on parle d'un concept qui a été développé et de principes directeurs qui ont été adoptés par l'Organisation internationale du travail en 2015 après un travail qui a duré deux ans.

La sénatrice Miville-Dechêne : Vous m'avez déjà dit cela. Je vous interromps parce que ce que je veux savoir, c'est s'il y a un moyen de découpler les deux enjeux.

Comme vous le savez, cela ne va pas assez vite au Canada; on n'a pas de loi sur la transition juste. Est-ce qu'on doit bloquer ou ralentir cette transition jusqu'à ce qu'on ait peaufiné chaque détail de la transition pour les travailleurs? Effectivement, il y a urgence d'agir; c'est donc très difficile de mettre plusieurs enjeux ensemble. Je ne nie pas qu'il y a des enjeux importants le plan syndical, mais est-ce qu'on ne devrait pas privilégier, d'abord et avant tout, cette transition verte pour que la planète survive?

M. Rondeau : C'est ce que j'allais dire : ce n'est pas un enjeu syndical. C'est exactement ce que j'allais dire. Quand vous avez autour de la table les employeurs, les syndicats et les États qui s'entendent sur un plan à l'échelle internationale et que le Canada ratifie accord par-dessus accord, ce n'est pas un enjeu syndical. C'est un enjeu tripartite que nous mettons de l'avant et c'est ce que nous demandons.

Je pourrais aussi poser la question à l'inverse : en ne réglant la question de la transition verte qu'avec l'industrie, est-ce qu'on ira plus vite? Pour l'instant, ce que nous voyons, c'est une expansion de cette industrie, et non l'inverse.

Si vous regardez le dernier rapport du GIEC qui porte sur les solutions, il est très clair; la cible de 1,5 degré Celsius est toujours atteignable si — et le « si » est vraiment souligné en gras — la gouvernance subit des transformations majeures. Si la transition juste n'inclut pas des mesures et des protections

workers and communities will turn off and block the process on their own. If they're not at the table, it means you're making them spectators, spectators who will simply be impacted. At that point, forget it; it can't work.

So we need to put the process into one basket and move it forward, but above all we need to keep in mind that a just transition is not a trade union demand or concept; it is a tripartite concept supported by international consensus. Some countries have made a lot of progress; there is a commission in Ireland, one in Scotland, a European Union-wide fund, an office and an institute in Spain, bodies in New Zealand, South Africa and so on. We have to be careful not to turn this whole thing into an activist concept and a strictly trade union issue.

Senator Cardozo: Thank you for your presentation, Mr. Rondeau.

My question is about the term “just transition,” which has been around for some years. You talked about a broad consensus; however, I'm hearing opposition to those terms from some of the unions on one side, and the Alberta government on the other. Ms. Smith said this a few days ago: “I don't want any just transition in Alberta.”

In that case, what can we do? You talked about the lack of leadership from the federal government, but what would be your recommendation for moving forward, when there is no consensus on the term?

I'd like to add that I don't think all the people who are losing their jobs in the oil and gas sector are going to find another one in the green economy quickly. What do we do in this situation?

Mr. Rondeau: Thank you for the question. As I mentioned earlier, the example of coal, particularly in Alberta, has been devastating. The fact that people associate the transition with job losses is perfectly natural at this point. However, examples and practices have shown us that a just transition does not mean job losses. Rather, it means ensuring the transformation of a sector by including workers.

Some unions are not opposed to this, even those that are resistant to a just transition; they are not opposed to the principles of transforming the economy, because this transformation allows them to have an impact on their members by including them in it. They are trade unions that are not opposed to social dialogue or social protection; they are opposed to co-opting the concept of just transition by associating it strictly with job loss. They don't want a sector to close,

sociales, les États vont échouer, car les travailleurs, les travailleuses et les communautés vont se braquer et bloquer le processus par eux-mêmes. S'ils ne sont pas à la table, cela signifie que vous les mettez dans une position de spectateurs et qu'ils ne feront que subir les impacts. À ce moment-là, oubliez cela; cela ne peut pas fonctionner.

Il faut donc mettre le processus dans un tout et le faire avancer, mais surtout garder en tête que la transition juste n'est pas une demande ou un concept syndical; c'est un concept tripartite appuyé par un consensus international. Certains États ont beaucoup avancé; il y a une commission en Irlande, une en Écosse, un fonds à la grandeur de l'Union européenne, un bureau et un institut en Espagne, des instances en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et ainsi de suite. Il faut faire attention de ne pas transformer tout ce dossier pour en faire un concept d'activisme et un enjeu strictement syndical.

Le sénateur Cardozo : Merci pour votre présentation, monsieur Rondeau.

Ma question porte sur les termes « transition juste », qui existent depuis quelques années. Vous avez parlé d'un grand consensus; cependant, j'entends de l'opposition au sujet de ces termes, de la part de certains syndicats d'un côté et du gouvernement de l'Alberta de l'autre. Mme Smith a dit ce qui suit il y a quelques jours : « I don't want any just transition in Alberta », ce qui signifie qu'elle ne veut pas de transition juste en Alberta.

Dans ce cas, que peut-on faire? Vous avez parlé de l'absence de leadership du gouvernement fédéral, mais quelle serait votre recommandation pour aller de l'avant, alors qu'il n'y a pas de consensus au sujet des termes?

J'aimerais ajouter que je pense que toutes les personnes qui perdent leur emploi dans le secteur du pétrole et du gaz n'en trouveront pas rapidement un autre dans l'économie verte. Que faisons-nous dans cette situation?

M. Rondeau : Je vous remercie pour la question. Comme je le mentionnais plus tôt, l'exemple du charbon, notamment en Alberta, a été dévastateur. Le fait que les gens associent la transition juste à des pertes d'emplois est tout à fait naturel à ce stade-ci. Or, l'exemple et la pratique nous ont montré que la transition juste ne se traduit pas des pertes d'emplois. Cela signifie plutôt qu'on assure la transformation d'un secteur en y incluant les travailleurs et les travailleuses.

Certains syndicats ne s'opposent pas à cela, même ceux qui sont réfractaires à la transition juste; ils ne sont pas opposés aux principes visant à transformer l'économie, parce que cette transformation leur permet d'avoir un impact sur leurs membres en les y incluant. Ce sont des syndicats qui ne s'opposent pas à un dialogue social ou à une protection sociale; ils s'opposent au fait d'instrumentaliser le concept de transition juste en l'associant strictement à une perte d'emplois. Ils ne veulent pas

employers to be compensated and communities to be left in the lurch; no one would want that kind of just transition.

We are calling for a rigorous just transition, based on the factors we named earlier: protection, dialogue, laws and rights, and equity. At this point, we need to shape this transition with the men and women who will be impacted by it. In this way, we will succeed in moving forward.

We are well aware that the term is being used incorrectly right now, for the same reasons. We could use a different term, as the federal government wants to do, and talk only about renewable jobs. Then Canada would withdraw from international agreements it has signed, and that is something we cannot accept.

We stand firm with our colleagues from Alberta, Saskatchewan and other provinces, but the principle of just transition and reaching greenhouse gas reduction targets in Canada does not involve the oil and gas industry alone. It involves all sectors of industry in Canada, including Quebec.

We want a just transition. The members of our union will tell you they want to be part of a just transition process, because that would allow them to keep their jobs and improve their working conditions. So it depends on the approach taken. Without planning and a strict approach, we will be condemned to repeat what happened with coal.

With regard to renewable jobs, you are right. We do not want to simply take someone, move them to a green industry and say everything is solved. As my colleague said earlier, it can take up to seven years for a new, renewable energy system to become profitable. Recently, Saskatchewan showed courage by moving to geothermal energy, and found that the same skills are needed in the oil sector as they are to produce geothermal energy. So there are transferable skills, as we already know, but if there is not enough will to launch a new sector, those jobs will not be created.

At the same time, doing nothing right now means condemning tens or even hundreds of thousands of workers to no jobs in the end. We have to be responsible and start planning for this transition.

Finally, transition involves transformation, but also planning. We are not saying that the oil and gas industry has to be shut down immediately; rather, we are saying that we have to work

qu'un secteur ferme, qu'on dédommage les employeurs et qu'on laisse les communautés en plan; personne ne voudrait de ce genre de transition juste.

Nous réclamons une transition juste rigoureuse, basée sur les éléments que nous avons nommés précédemment : protection, dialogue, droit et équité. À ce moment-là, il faut modéliser cette transition avec ceux et celles qui en subiront les impacts. De cette façon, nous réussirons à avancer.

Nous sommes tout à fait conscients qu'en ce moment, le terme est mal utilisé pour les mêmes raisons. On pourrait utiliser un autre terme, comme le gouvernement fédéral veut le faire, et parler uniquement d'emplois renouvelables. À ce moment-là, le Canada se désengagerait d'accords internationaux qu'il a signés, et c'est quelque chose que nous ne pouvons pas accepter.

Nous sommes très solidaires de nos collègues de l'Alberta, de la Saskatchewan et des autres provinces, mais le principe de la transition juste et l'atteinte des cibles de réduction des gaz à effet de serre au Canada ne concernent pas que l'industrie des hydrocarbures; cela concerne également l'ensemble du secteur industriel du Canada, y compris le Québec.

Nous voulons une transition juste. Les membres de notre organisation syndicale vous diront qu'ils souhaitent faire partie d'un processus de transition juste, car cela leur permettrait de préserver leur emploi et d'améliorer leurs conditions de travail. Donc, cela dépend de la manière de le faire. Sans planification ni rigueur, nous serons condamnés à répéter l'exemple du charbon.

En ce qui concerne les emplois renouvelables, vous avez raison. On ne peut pas prendre simplement quelqu'un, le mettre dans une industrie verte et dire qu'on a tout réglé. Comme mon collègue le mentionnait plus tôt, le déploiement d'une nouvelle filière énergétique renouvelable peut prendre jusqu'à sept ans avant d'être rentable. Il y a eu l'exemple récent de la Saskatchewan, qui a montré un certain courage en se tournant vers la géothermie et qui a constaté que les compétences des travailleurs dans le secteur du pétrole sont les mêmes que pour la production de la géothermie. Donc, il y a des compétences transférables — nous le savons déjà —, mais s'il n'y a pas d'ouverture pour ce qui est d'ouvrir un autre secteur, ces emplois ne seront pas créés.

En même temps, ne rien faire actuellement, c'est condamner des dizaines voire des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses à ne plus rien avoir, en fin de compte. Il faut être responsable et commencer à planifier cette transition.

En terminant, quand on parle de transition, cela signifie transformer, mais également planifier. Nous ne disons pas qu'il faut fermer l'industrie des hydrocarbures immédiatement; nous

together to plan the transformation of these sectors in order to achieve a positive outcome. Unfortunately, that is not what we are doing right now.

Senator Cardozo: What do you recommend to the federal government for the future? The Alberta government has said no. What approach can we take, in light of that?

Mr. Rondeau: It becomes difficult because everything has crystallized. Job losses have systematically been linked with just transition. Legislation is needed. That legislation will have to include the parameters needed to address the dichotomy that links job losses with just transition.

You have to listen to Alberta's needs relating to the transition and firmly state that Canada must move forward with the transition; we have no choice. This principle has to be crafted with the principle of transition.

Alberta and the Alberta Federation of Labour have the same position, and yet we talk about Alberta. They have made recommendations to begin the just transition with very specific principles for that industry, in particular, by putting in place an independent body, such as a standing commission or a Crown corporation on just transition, in order to discuss workers' concerns regionally.

The federal government can enact broad federal legislation to manage the just transition, but issues relating to occupational training and energy system development are provincial issues. In that legislation, there must be flexibility to allow the provinces the freedom to adapt the transition to their own needs.

I would refer you once again to the Alberta Federation of Labour's recommendations, which we support.

Senator Galvez: Thank you very much. I completely agree that a just transition does not mean a loss of jobs. In many situations, it can mean an increase in the number of jobs.

I would like to get back to what can be done at the federal level. You mentioned Saskatchewan as an example of the shift to geothermal energy and said that workers' skills and abilities are transferable. In Canada, it is Alberta that produces the most solar energy. The workers developing solar energy come from the oil industry, so it is possible. In Newfoundland, for instance, a platform will be built in Baie du Nord, but the technicians and workers might come from the hydroelectric energy production industry.

disons plutôt qu'il faut planifier ensemble la transformation de ces secteurs et que nous pourrions ainsi arriver à quelque chose de positif. Malheureusement, en ce moment, ce n'est pas ce que nous faisons.

Le sénateur Cardozo : Quelle est votre recommandation au gouvernement fédéral pour l'avenir? Le gouvernement de l'Alberta a dit non. Comment travaille-t-on dans cette situation?

M. Rondeau : Cela devient difficile, car tout est cristallisé. On a systématiquement associé pertes d'emplois et transition juste. Une législation doit voir le jour. Il faut pouvoir créer, à l'intérieur de cette législation, les paramètres nécessaires pour répondre à cette dichotomie qui associe pertes d'emplois et transition juste.

Il faut être à l'écoute des besoins de l'Alberta en matière de transition et être ferme en affirmant que le Canada doit aller vers une transition; on n'a pas le choix. Il faut modeler ce principe avec le principe de transition.

L'Alberta et la Fédération du travail de l'Alberta vont dans le même sens, et pourtant, on parle de l'Alberta. Ils font des recommandations pour que nous allions vers une transition juste avec des principes très précis pour cette industrie, notamment en mettant en place un établissement indépendant, comme une commission permanente ou une société d'État sur la transition juste, afin de pouvoir discuter des préoccupations des travailleurs et des travailleuses d'un point de vue régional.

Le gouvernement fédéral peut adopter une loi fédérale globale pour gérer la transition juste, mais les enjeux de formation professionnelle et de développement de la filière énergétique sont des enjeux provinciaux. Il faut que, dans ce projet de loi, il y ait une modulation pour que les provinces puissent avoir l'espace requis pour adapter cette transition juste selon leurs besoins.

Je vous renvoie encore une fois aux recommandations de nos collègues de la Fédération du travail de l'Alberta, que nous soutenons.

La sénatrice Galvez : Merci beaucoup. Je suis tout à fait d'accord pour dire qu'une transition juste ne signifie pas une perte d'emplois. Dans beaucoup de situations, cela peut signifier une augmentation du nombre d'emplois.

J'aimerais revenir sur ce qu'on peut faire au fédéral. Vous prenez l'exemple de la Saskatchewan en ce qui concerne le virage vers la géothermie et vous avez mentionné que les talents et les habiletés d'un travailleur sont transférables. Au Canada, c'est l'Alberta qui en fait le plus en matière d'énergie solaire. Les travailleurs qui développent l'énergie solaire viennent de l'industrie du pétrole, donc c'est possible. À Terre-Neuve, on va construire une plateforme sur la Baie du Nord, mais les techniciens et travailleurs peuvent venir de l'industrie de la production de l'énergie hydroélectrique, par exemple.

That brings me to the following question: Why are we providing more support to a Baie du Nord project when the Muskrat Falls clean energy project in Newfoundland has been there for a long time? What can we do to get the provinces to work together more horizontally, instead of working from Canada to the United States with respect to energy, transitions and transferring workers?

Mr. Rondeau: Thank you for the question. We have mentioned provinces that develop hydrocarbons, but if we look at another province, such as Quebec, it is the opposite. In Quebec, there is the same Bill 21 which prohibits hydrocarbon exploration and operations within its borders henceforth. As a federated state, Quebec has also joined ranks with the Beyond Oil & Gas Alliance, along with other jurisdictions that are calling for an end to hydrocarbons. So there is an international movement in this direction.

These are political choices that are reflected in decisions and an economic vision. Until we change our economic vision, we cannot change the direction of the actions taken. It all goes together in a way.

So, to answer your question, I will once again refer to the report on the Canadian just transition bill. Both the Senate and the government — and not just the government in power, but all opposition parties — have everything they need to move forward. In the Just Transition Task Force report, there is a recommendation to create just transition centres at the provincial level. That means that, under the terms of that act, in keeping with their areas of jurisdiction, provincial governments must have the leeway to address different issues, such as occupational training and the development of systems. That must all be done together.

I would refer you once again to the pan-Canadian climate change plan, which is designed that way. A bill has to be developed along the same lines. Federal governance is required, with funding specifically earmarked for the federal government along with environmental conditions and mechanism for all the provinces, just as the European Union has done for all its countries. If the European Union is able to manage a just transition fund with all its member countries, I do not see why Canada cannot do the same thing with its provinces and territories. It is a similar principle: There must be accountability rather than a blank cheque with funding that is simply used to fund the rollout of capture technologies in certain provinces only. This requires a major, pan-Canadian dialogue.

Je me pose donc une question : pourquoi appuie-t-on plus largement un projet à Baie du Nord quand il y a, à Terre-Neuve, le projet de Muskrat Falls, qui est de l'énergie propre et qui est là depuis longtemps? Que peut-on faire pour que les provinces puissent collaborer de façon plus transversale, plutôt que tout cela se fasse du Canada vers les États-Unis en ce qui concerne l'énergie, les transitions et le transfert des travailleurs?

M. Rondeau : Je vous remercie de la question. On a nommé des provinces qui exploitent les hydrocarbures, mais si on regarde une autre province, comme le Québec, c'est l'inverse. Au Québec, vous avez même le projet de loi n° 21, qui empêche dorénavant l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures sur son territoire. Le Québec a d'ailleurs joint les rangs de la Beyond Oil & Gas Alliance en tant qu'État fédéré, avec d'autres États qui demandent l'abandon des hydrocarbures. Donc, il y a un mouvement international en ce sens.

Cela reste des choix politiques qui s'expliquent par des décisions et une vision économiques. Tant que nous ne changeons pas la vision économique, on ne peut pas changer l'orientation des actions qui seront posées. Cela va ensemble, d'une certaine façon.

Donc, pour répondre à la question, je vais revenir encore une fois au rapport sur le projet de loi canadienne sur la transition juste. Tant le Sénat que le gouvernement — et pas juste le gouvernement au pouvoir, mais l'ensemble des partis de l'opposition — ont tous les éléments entre les mains pour avancer. Dans le rapport du Groupe de travail sur la transition équitable, il y a une recommandation visant à créer des centres de transition juste à l'échelle provinciale. Cela signifie qu'à l'intérieur de la modulation de cette loi, par respect pour leurs compétences, il faut que les gouvernements provinciaux puissent avoir un espace d'opération pour traiter de différents enjeux, comme le développement des filières et la formation professionnelle. Tout cela doit se faire ensemble.

Je vous renvoie encore une fois au Plan pancanadien de lutte contre les changements climatiques, qui est conçu de cette façon. Il faut créer un projet de loi de la même façon. Il faut une gouvernance fédérale, avec des fonds spécifiquement réservés au fédéral accompagnés d'écoconditionnalités et de mécanismes pour l'ensemble des provinces, comme l'Union européenne le fait pour l'ensemble des pays. Si l'Union européenne est capable de gérer un fonds pour la transition juste avec l'ensemble des pays qui en font partie, je ne vois pas pourquoi le Canada ne peut pas le faire avec ses provinces et ses territoires. C'est un peu le même principe : il doit y avoir une reddition de comptes, et non un chèque en blanc avec des fonds qui serviront simplement à financer le déploiement de technologies de captation dans certaines provinces seulement. À ce chapitre, on doit tenir un grand dialogue d'un point de vue pancanadien.

Senator Miville-Dechêne: Mr. Rondeau, I am listening to you, but am still a bit confused. Do you think we can make this transition without any costs, without anyone suffering any losses whatsoever? It will not be a scientific transition in which we can take a job and transfer it into the green energy sector, with that same person in that job. Not everyone will be able to make the transition. For businesses and employees, there will not necessarily be a period of uncertainty in the transition as there is in all economic transitions. Consider free trade. I am wondering if you are somewhat idealistic in saying that everything can be prepared and organized, that everything can be planned out so that no one loses anything. Wouldn't you say it is somewhat idealistic to think that way?

Mr. Rondeau: That's not what I said. I said this transition must absolutely be planned as soon as possible by evaluating the impacts, creating decarbonization scenarios, measuring and modelling the impact on jobs, and then making adjustments. I never said that undertaking a just transition would preserve all the jobs and that would be the end of it. Far from it. What I did say is that the longer we wait to put this process in place, the more we will condemn workers to losing their jobs. In any event, all countries have agreed to achieve carbon neutrality by 2050.

I am actually inviting you all to think of the youngest person you know, and to think of 2050. That person will be a young adult then. That is tomorrow morning. We are no longer talking about a fiction in the distant future. It is coming very fast.

Secondly, all or most of the provinces and the federal government have enacted legislation to end the sale of gasoline-powered cars. We are moving towards the electrification of transportation and the launching of mass transit, which would be public, ideally. We are heading towards the end of this industry, one way or another.

Let me ask you the following: Will we wait until the last minute and do what the coal industry did, saying it is finished and we are closing up shop, and too bad for the communities? Or we could start planning this transition right away. The examples we see around the world show us that the sooner we start working to transform a sector and to involve the people who will feel the impact of these transformations, the richer the dialogue and the more diverse the solutions, with fewer impacts. We are not saying people will lose their jobs. That is not what we are saying. We are saying that, to minimize job losses, preserve jobs and improve working conditions — because it can create jobs and lead to expansion of a sector —, the transition has to be planned as quickly as possible, with assistance programs for those who will lose their jobs. Doing nothing and simply saying

La sénatrice Miville-Dechêne : Monsieur Rondeau, je vous écoute et je reste quand même un peu perplexe. Pensez-vous qu'on peut faire cette transition juste sans qu'il y ait de coûts, sans que personne ne perde quoi que ce soit? Ce ne sera pas une transition scientifique, où l'on pourra prendre un emploi et le transférer ailleurs dans l'énergie verte avec la même personne qui occupera cet emploi. Tout le monde ne pourra pas faire la transition. Que ce soit les entreprises ou les travailleurs, il n'y aura pas forcément une période de flottement dans cette transition, comme il y en a dans toutes les transitions économiques. Je pense au libre-échange. Je me demande si vous n'êtes pas un peu idéaliste en disant que tout peut se préparer et tout peut s'organiser. On peut tout prévoir pour que personne ne perde quoi que ce soit. Est-ce que je me trompe en pensant que c'est un peu idéaliste de penser cela?

M. Rondeau : Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il fallait absolument planifier cette transition le plus tôt possible, en évaluant les répercussions, en faisant des scénarios de décarbonation, en mesurant et en modélisant les répercussions sur les emplois et en apportant des rectifications par la suite. Je n'ai jamais dit qu'en adoptant un projet de transition juste, on préserverait tous les emplois et que ce serait terminé. Loin de là. Par contre, ce que je dis, c'est que plus nous tardons à mettre ce processus en place, plus nous condamnons les travailleurs et les travailleuses à perdre leur emploi. De toute façon, l'ensemble des États se sont entendus pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

En fait, je vous invite tous à penser à la personne la plus jeune que vous connaissez, et à penser à 2050. Cette personne sera un jeune adulte. C'est demain matin. On ne parle pas de fiction à long terme. C'est très rapide.

Dans un deuxième temps, l'ensemble ou la majorité des provinces et le fédéral ont adopté des lois pour mettre fin à la vente des voitures à essence. On s'en va vers une électrification des transports et un déploiement du transport collectif, qui serait idéalement public. On se dirige vers la fin de cette industrie, d'une façon ou d'une autre.

Je vous renvoie la question suivante : allons-nous attendre à la dernière minute et faire comme l'industrie du charbon, en disant que c'est terminé et qu'on ferme boutique, et tant pis pour les communautés? On pourrait aussi commencer tout de suite à planifier cette transition. Ce que nous voyons dans les exemples que nous avons à l'échelle internationale, c'est que plus on s'y prend tôt pour transformer un secteur et pour faire participer les personnes qui subissent les répercussions de ces transformations, plus on aura un dialogue enrichi et plus on trouvera des solutions plus diverses, et les répercussions seront moins importantes. On ne dit pas que les personnes vont perdre leur emploi. Ce n'est pas ce que l'on dit. On dit que, pour minimiser les pertes d'emplois, préserver les emplois et améliorer les conditions de travail — parce que cela peut être porteur d'emplois et

that the impact will be too great will mean dealing with more harmful repercussions later on.

The Chair: Your contribution is clear and important, and we thank you for it. Thank you for being with us this morning.

For our second group of witnesses, we welcome Sonia Marcotte, Chief Executive Officer of ADEQ, the Association des distributeurs d'énergie du Québec, Quebec's association of energy distributors, who is joining us by video conference.

We also welcome from the Canadian Gas Association, Paul Cheliak, Vice-President, Strategy and Delivery; and from the Canadian Fuels Association, Bob Laroque, President and Chief Executive Officer, and Lisa Stillborn, Vice-President, Public Affairs.

Welcome to the witnesses and thank you for accepting our invitation. Each association will have five minutes for their opening remarks.

We will begin with Ms. Marcotte, followed by Mr. Cheliak, and then Mr. Laroque and Ms. Stillborn, who can share their five minutes of speaking time. Please go ahead, Ms. Marcotte.

Sonia Marcotte, Chief Executive Officer, Association des distributeurs d'énergie du Québec: Thank you. Mr. Chair and members of the Committee, thank you for inviting Quebec's association of energy distributors or ADEQ to appear before you to discuss these important issues relating to climate change.

Founded more than 60 years ago, ADEQ represents the energy distribution companies operating in Quebec which meet many of the energy needs of the public and companies.

Our members employ about 17,000 skilled workers and have close to 2,300 service points throughout Quebec. Originally specialized in the retail sale of oil and gas products, our members are already diversifying by offering new types of green energy.

The fight against climate change and the decarbonization of the economy are at the heart of our concerns. Energy is our bread and butter, as well as our field of expertise and our passion. A number of years ago, we adopted a proactive approach to the energy transition. Further, our distribution infrastructure — including our service stations and our fleet of trucks — is ideal for offering a diverse range of energy types to meet the public's energy needs.

de déploiement pour un secteur —, il faut que la transition soit planifiée le plus rapidement possible et qu'il y ait des programmes d'accompagnement pour ceux et celles qui vont perdre leur emploi. Ne rien faire et dire simplement que les répercussions seront trop importantes, c'est faire face plus tard à des répercussions encore plus néfastes.

Le président : Votre contribution est évidente et importante et nous vous en remercions. Merci d'avoir été des nôtres ce matin.

Pour notre deuxième groupe de témoins, nous accueillons Sonia Marcotte, présidente-directrice générale de l'Association des distributeurs d'énergie du Québec, qui participe à la réunion par vidéoconférence.

Nous recevons également, de l'Association canadienne du gaz, Paul Cheliak, vice-président, Stratégie et livraison, et de l'Association canadienne des carburants, Bob Laroque, président et chef de la direction, et Lisa Stillborn, vice-présidente, Affaires publiques.

Bienvenue aux témoins et merci d'avoir accepté notre invitation. Chaque association dispose de cinq minutes pour faire une déclaration d'ouverture.

Nous allons commencer par Mme Marcotte, qui sera suivie de M. Cheliak, puis de M. Laroque et de Mme Stilborn, qui pourront partager leur temps de parole de cinq minutes. Madame Marcotte, vous avez la parole.

Sonia Marcotte, présidente-directrice générale, Association des distributeurs d'énergie du Québec : Merci. Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, je vous remercie d'avoir invité l'Association des distributeurs d'énergie du Québec à venir témoigner devant vous sur ces importants enjeux en matière de changements climatiques.

Fondée il y a plus de 60 ans, l'ADEQ représente les entreprises distributrices d'énergie œuvrant au Québec qui permettent à la population et aux entreprises de combler de nombreux besoins énergétiques.

Nos membres emploient environ 17 000 travailleurs qualifiés et comptent près de 2 300 points de service répartis sur tout le territoire québécois. Spécialisés à l'origine dans la vente au détail de produits pétroliers, nos membres diversifient déjà leur offre en intégrant de nouvelles énergies vertes.

La lutte aux changements climatiques ainsi que la décarbonation de l'économie sont au cœur de nos préoccupations. L'énergie est notre gagne-pain; elle est aussi notre champ d'expertise et notre passion. Nous avons choisi, il y a plusieurs années déjà, de prendre un tournant proactif en faveur de la transition énergétique. De plus, notre infrastructure de distribution — tant nos stations-service que notre flotte de camions — est idéale pour offrir un cocktail énergétique

The expertise of our members, which has allowed them to survive different eras, is unique and valuable in attaining Canada's targets. Our members are particularly interested in the distribution of renewable fuels and combustibles such as ethanol, biodiesel or biofuel, and hydrogen, and in setting up electric charging stations within their networks. In fact, there are already charging stations at many service stations. In Quebec, a first service station has added hydrogen to the types of energy it supplies. The same company will be taking part in the pilot project for hydrogen-powered rail in the Quebec City area by providing the green hydrogen needed.

Energy security is central to our activities. We distribute the energy needed for transportation, heating, industrial applications, agriculture and many other daily energy requirements. Heating fuel distributors not only provide residential energy security by supplying safe and reliable energy, but they also lighten the load on the electrical grid during peak periods in the winter, specifically with the dual-energy program.

Our distribution activities are essential during electrical power outages to supply the generators needed for the operation of essential services, including emergency services, hospitals, pumping stations and communication towers. Our members, which include a number of family businesses, have invested several hundred millions dollars in distribution infrastructure, including their service station networks, fleets of trucks and headquarters. They offer well-paid jobs, give back to their community, and generate significant economic spin-offs. Thus far, we have shown real leadership on energy diversification and transition, despite the obvious financial and business risks.

The electrification of transportation is an inevitable part of the energy transition. Access to the energy needed for electric vehicles requires the installation of well-placed charging stations at strategic, hassle-free locations, all along travel routes. Our well-structured network of service stations fully meets these criteria, because they are well-located, accessible, well-lit and safe, have dedicated employees, and are already familiar to eclectic vehicle users. In short, these are perfect locations for charging stations.

Nonetheless, the charging stations are not profitable under the current business model. The model needs to be revised to encourage private investment and a rollout that is well-structured

diversifié afin de combler les besoins énergétiques de la population.

L'expertise de nos membres, qui leur a permis de traverser les époques, est unique et précieuse pour atteindre les cibles du Canada. Nos membres s'intéressent notamment à la distribution de carburants et de combustibles renouvelables, comme l'éthanol, le biodiesel — ou biomazout — et l'hydrogène, ainsi qu'au déploiement de bornes de recharge électriques dans leurs réseaux. D'ailleurs, on retrouve déjà des bornes dans de nombreuses stations-service. À Québec, une première station-service a ajouté l'hydrogène à son offre énergétique. La même entreprise participera au projet pilote de train à hydrogène dans la région de Québec en fournissant l'hydrogène vert nécessaire.

La sécurité énergétique est au cœur de nos activités. Nous assurons la distribution d'énergie nécessaire aux transports, au chauffage, aux applications industrielles, à l'agriculture et à bien d'autres besoins énergétiques quotidiens. Les distributeurs de combustibles de chauffage assurent non seulement la sécurité énergétique des foyers en fournissant une énergie fiable et sécuritaire, mais ils soulagent également le réseau électrique lors de périodes de forte demande pendant la saison hivernale, notamment avec le programme de biénergie.

Nos activités de distribution sont essentielles lors des pannes d'électricité pour approvisionner les génératrices nécessaires au bon fonctionnement des services essentiels, notamment les services de secours, les hôpitaux, les stations de pompage et les tours de communication. Nos membres, dont font partie plusieurs entreprises familiales, ont investi plusieurs centaines de millions de dollars dans les infrastructures de distribution, notamment dans leurs réseaux de stations-service, leurs flottes de camions et leurs sièges sociaux. Ils offrent des emplois bien rémunérés, redonnent à leur communauté et engendrent des retombées économiques importantes. Nous avons montré jusqu'ici un réel leadership sur les enjeux de la diversification et de la transition énergétiques, malgré un risque financier et entrepreneurial évident.

L'électrification des transports représente un moyen incontournable pour assurer la transition énergétique. L'accès à l'énergie nécessaire aux électromobilistes passe par un déploiement de bornes de recharge bien positionnées à des endroits stratégiques — donc sans tracas — tout au long de leurs trajets routiers. Notre réseau de stations-service, qui est bien structuré, répond entièrement à ces critères, car il est bien situé, accessible, éclairé et sécuritaire, avec des employés dévoués et déjà connus des électromobilistes. Bref, ce sont des emplacements tout désignés pour accueillir ces bornes.

Cependant, le modèle d'affaires actuel ne permet pas d'assurer la rentabilité de ces bornes. Il faut revoir le modèle afin d'encourager l'investissement du secteur privé et un déploiement

and effective, at the best locations. In order to meet all needs, we must also remember that electricity must not be the only type of green energy in the transportation sector.

We are ready to move quickly on the development, rollout and distribution of low-carbon footprint energy types, while maintaining our mission of distributing traditional energy types, which are still essential to economic activity in Quebec and Canada. We have to rely on the diversification of energy types in order to meet the public's needs and provide energy security. We are ready to take part in the implementation of promising solutions to contribute to the fight against climate change and the energy transition, while meeting energy needs in accordance with demand and product availability.

Thank you.

The Chair: Thank you.

[English]

Paul Cheliak, Vice-President, Strategy and Delivery, Canadian Gas Association: Good morning and thank you for the invitation. My name is Paul Cheliak, Vice-President of Strategy and Delivery with the Canadian Gas Association based here in Ottawa. Before I begin, I would like to send a special thank you to the committee and to all of the energy workers across Canada from all sectors for keeping the heat going, keeping the lights on and keeping our vehicles moving.

I'll talk to you briefly about three issues today: An overview of the domestic and international natural gas markets, a discussion on energy transitions and how the industry is leading in emission reductions.

First to markets. The Canadian Gas Association members operate 575,000 kilometres of pipeline infrastructure across the country. Through this infrastructure, we deliver 40% of all of the energy needs in Canada, and that 40% is delivered to 20 million Canadians every day. Forty percent of energy end use in Canada is approximately double the energy that is delivered via the electricity system in Canada. At a national level, natural gas is the single largest fuel in the residential, commercial and industrial sectors, and the market continues to demand the product. We have added over a million new customers to our system in the last decade.

Internationally, the dynamic on natural gas is something that many of you have probably followed closely. Russia's invasion of Ukraine has sent a shock wave through the geopolitics of energy and the international market for energy. Russia was

ordonné, juste et efficace aux meilleurs emplacements. Toutefois, il faut garder en tête qu'afin de permettre de répondre à tous les besoins, l'électricité ne doit pas être la seule énergie verte envisagée dans le secteur des transports.

Nous sommes prêts à passer à une vitesse supérieure dans le développement, le déploiement et la distribution de différentes énergies à faible empreinte carbone, tout en poursuivant notre mission de distribution d'énergie traditionnelle, qui est encore essentielle au fonctionnement des économies québécoise et canadienne. On doit compter sur une diversification des énergies qui permettra de satisfaire les besoins de la population et sa sécurité énergétique. Nous sommes prêts à participer à la mise en œuvre de solutions porteuses pour contribuer à la lutte aux changements climatiques et à la transition énergétique et à répondre aux besoins énergétiques selon la demande et la disponibilité des produits.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

[Traduction]

Paul Cheliak, vice-président, Stratégie et livraison, Association canadienne du gaz : Bonjour et merci de m'avoir invité. Je m'appelle Paul Cheliak et je suis vice-président, Stratégie et livraison, à l'Association canadienne du gaz, organisme établi ici, à Ottawa. Avant de commencer, j'aimerais remercier le comité et tous les travailleurs de tous les secteurs de l'énergie au Canada de nous tenir au chaud, de nous éclairer et de permettre à nos véhicules de rouler.

Ma présentation portera sur trois sujets, soit les marchés du gaz naturel au Canada et à l'international, les transitions énergétiques et le rôle de premier plan de l'industrie dans la réduction des émissions.

À propos des marchés, les membres de l'Association canadienne du gaz exploitent 575 000 kilomètres d'infrastructures de pipelines partout au pays. Nous répondons ainsi à 40 % des besoins en énergie au Canada. L'énergie que nous produisons est livrée à 20 millions de Canadiens chaque jour. Quarante pour cent de la consommation d'énergie au Canada correspond environ au double de l'énergie produite par le système électrique au pays. Au niveau national, le gaz naturel est le combustible le plus utilisé dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel, et il y a toujours une demande pour le produit dans le marché. Nous avons ajouté plus d'un million de nouveaux clients à notre système au cours de la dernière décennie.

Plusieurs d'entre vous suivent probablement de près la dynamique du gaz naturel à l'échelle internationale. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a produit une onde de choc dans la géopolitique et le marché international de l'énergie. La Russie

supplying Europe with 40% of its natural gas, and Europe represents 25% of the world's natural gas consumption.

The pivot away from Russian gas in Europe is frankly one of the most important and drastic market developments we have seen in the energy market in a generation. What does this mean for Canada? We have seen our allies visit us here. We have seen them be very clear. They want our product. They want it reliably and they want it clean. The ball is in our court as a nation to determine what we do with that. Will we answer the Germans, the Japanese and the South Koreans? I think we ought to. I think there are creative ways we can, and as a nation we serve to benefit from that.

I would like to talk a bit about energy transitions. There will be a handout that may be in your package, but if it's not we'll get it around to you after. What we show is the history of energy use in the world dating back to 1800. What you'll see is we don't take energy supplies out of our system. We add new ones in. In the 1800s, all we used in the world was biomass. Then we started using coal. Then we found oil, natural gas, nuclear, modern biofuels, wind and solar.

What's important in this is conversations around substituting one energy source wholesale for another ought to be looked at very carefully. We ought to place a lot of attention on is this: How do we clean our existing energy systems? Whether it's biofuels and gasoline or hydrogen or renewable natural gas into the natural gas stream, that's how we're going to reduce emissions. Suggesting that one energy form will be brought out of the mix entirely and substituted by another has not worked in the last 225 years since we have been tracking how we use energy globally. As you think about emission reductions in the oil and gas sector in particular, think very carefully about how we can clean the existing systems. Fuels in our pipelines, fuels at our gas stations and electrons on our wires.

In terms of the natural gas industry, I'll talk about two of the leading ways that we're reducing emissions now. Both hydrogen, which I'm sure you have heard some things about hydrogen around this table. The different colours, all of that good stuff. Renewable natural gas is another tremendous opportunity. Anywhere where there is a landfill, farm manure or a wastewater treatment plant, you have methane and that methane is natural gas. It's the same thing. It's created through the decomposition of organic matter. What we're doing across Canada is capturing that methane — renewable natural gas it's called — we purify it and then we blend it in our systems.

assurait 40 % de l'approvisionnement en gaz de l'Europe, laquelle consomme 25 % du gaz naturel dans le monde.

L'abandon du gaz russe par l'Europe est, sans exagérer, un des événements les plus importants et les plus draconiens survenus dans le marché de l'énergie depuis une génération. Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? Nous avons reçu la visite de nos alliés, qui ont dit très clairement qu'ils voulaient nos produits. Ils veulent un approvisionnement fiable de ressources propres. La balle est dans notre camp : nous devons, comme pays, déterminer ce que nous ferons. Répondrons-nous à la demande des Allemands, des Japonais et des Sud-Coréens? Je pense que nous devrions. Il y a des moyens créatifs de le faire et d'en retirer des profits comme pays.

Parlons maintenant des transitions énergétiques. Vous pouvez consulter un document à ce sujet dans votre trousse, mais s'il ne s'y trouve pas, nous vous le remettrons plus tard. Le document présente l'histoire de la consommation de l'énergie dans le monde depuis 1800. Vous constaterez que la tendance n'est pas de retirer des ressources du système, mais d'en ajouter de nouvelles. Dans les années 1800, la biomasse était la seule source d'énergie consommée. Il y a eu ensuite l'avènement du charbon. L'huile a été découverte par la suite, puis le gaz naturel, le nucléaire, les biocarburants modernes, l'éolien et le solaire.

Il faut surveiller de près les conversations sur la substitution en bloc d'une source d'énergie par une autre. Nous devrions trouver en priorité comment nettoyer nos systèmes d'énergie actuels, que ce soit avec la permutation des biocarburants et de l'essence, ou avec l'intégration de l'hydrogène ou du gaz naturel renouvelable dans le circuit de gaz naturel. C'est de cette manière que nous allons réduire les émissions. Le remplacement intégral d'une forme d'énergie par une autre ne s'est pas fait en 225 ans, depuis que nous recueillons des données sur la consommation d'énergie au niveau mondial. Si vous visez la réduction des émissions dans les secteurs pétrolier et gazier, il faut penser sérieusement à une manière de nettoyer les systèmes en place. Notre réflexion doit s'étendre aux combustibles qui circulent dans les pipelines, à l'essence vendue dans les stations-service et aux électrons qui parcourent les câbles électriques.

En ce qui concerne l'industrie du gaz naturel, je vais vous parler de deux des principaux moyens que nous employons à l'heure actuelle pour réduire les émissions. Je suis sûr que vous avez déjà entendu parler de l'hydrogène, autour de cette table. Vous êtes au fait des différentes couleurs et de toutes ces bonnes choses. Le gaz naturel renouvelable offre également d'énormes possibilités. Partout où il y a une décharge, du fumier de ferme ou une usine de traitement des eaux usées, vous avez du méthane, et ce méthane est du gaz naturel. C'est la même chose. Il est généré par la décomposition de la matière organique. Partout au Canada, nous captions ce méthane, qu'on appelle le gaz naturel renouvelable, nous le purifions et nous l'intégrons dans nos systèmes.

For scale, in British Columbia, the current volumes of renewable natural gas that are coming into the system are equal to the energy equivalent of the Site C dam, which is a 1,000-megawatt hydroelectric project. All of that renewable natural gas is being blended into a pipeline and being delivered to consumers without any new pipes and without any changes to end-use equipment. There is a premium for the product, but it's a good example of what I spoke to earlier about energy transitions. How do you work with what systems you have, but clean them along the way? Hydrogen and renewable natural gas are both options to improve the carbon intensity of the gas energy that we deliver to 20 million Canadians.

Let me end on a few key points. We think it's about time — and very smart at this moment in our history — for Canada to embrace the existing natural gas infrastructure this country has. We should look very carefully at it and think about how we can deliver low-emission energy such as hydrogen and renewable natural gas through those pipelines that 20 million Canadians — and the number is growing — who use that infrastructure every day.

Second, we think we need clear and decisive signals that Canada is open, willing and ready to step up to support our allies in getting them the liquified natural gas in the near term and the hydrogen and ammonia in the long term that they need to continue functioning as economic societies.

Third, we recommend continued, independent research on the cost and pathways to reduce emissions in Canada, and to clearly and transparently articulate those for Canadians so they have a full sense of what emission reductions are, how we're going to get there and what it's going to cost.

Thank you.

Bob Larocque, President and Chief Executive Officer, Canadian Fuels Association: Good morning, Mr. Chair and members of the committee. Thank you for inviting us today to participate in the study on climate change and the Canadian oil and gas industry. I would like to begin by acknowledging that I am, today, on the traditional, unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people.

[Translation]

Our members have more than 111,000 employees, right across Canada, operating 15 refineries, 75 terminals and more than 12,000 service stations. Our sector produces 95% of the gas, diesel, marine, rail and aircraft fuel that is used every day. Just to

À titre d'exemple, en Colombie-Britannique, les volumes actuels de gaz naturel renouvelable qui entrent dans le système correspondent à l'équivalent énergétique du barrage du site C, un projet hydroélectrique de 1 000 mégawatts. Tout ce gaz naturel renouvelable est incorporé dans un pipeline et livré aux consommateurs sans qu'il soit nécessaire de construire de nouvelles canalisations ni de modifier l'équipement d'utilisation finale. Le prix du produit est plus élevé, mais cela illustre bien ce dont j'ai parlé précédemment à propos des transitions énergétiques. Comment travailler avec les systèmes dont vous disposez, mais les rendre plus propres en cours de route? L'hydrogène et le gaz naturel renouvelable sont deux options qui permettent de diminuer l'intensité des émissions de carbone du gaz que nous fournissons à 20 millions de Canadiens.

Je terminerai sur quelques éléments clés. Nous pensons qu'il est grand temps — et qu'il serait très judicieux à ce moment de notre histoire — que le Canada tire parti de l'infrastructure de gaz naturel dont il dispose. Nous devrions examiner très attentivement cette infrastructure et réfléchir à la façon dont nous pouvons fournir de l'énergie à faible émission, comme l'hydrogène et le gaz naturel renouvelable, au moyen des canalisations qui répondent déjà chaque jour aux besoins de 20 millions de Canadiens, un nombre qui ne cesse de croître.

Deuxièmement, nous pensons que le Canada doit indiquer clairement et de manière décisive qu'il est ouvert, disposé et prêt à soutenir ses alliés en leur fournissant le gaz naturel liquéfié à court terme et l'hydrogène et l'ammoniac à long terme dont ils ont besoin pour continuer à fonctionner en tant que sociétés économiques.

Troisièmement, nous recommandons la réalisation de recherches indépendantes et continues sur les coûts et les moyens de réduire les émissions au Canada, et nous recommandons que les résultats soient présentés de façon claire et transparente aux Canadiens afin qu'ils aient une idée précise de ce que sont les réductions d'émissions, de la façon dont nous allons y parvenir et de ce que cela va coûter.

Je vous remercie.

Bob Larocque, président et chef de la direction, Association canadienne des carburants : Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité. Je vous remercie de nous avoir invités aujourd'hui à participer à l'étude sur les changements climatiques et l'industrie canadienne du pétrole et du gaz. J'aimerais commencer par préciser que je me trouve aujourd'hui sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin anishinabe.

[Français]

Nos membres emploient plus de 111 000 travailleurs, partout au Canada, qui opèrent 15 raffineries, 75 terminaux et plus de 12 000 stations-service. Notre secteur produit 95 % de la gazoline, du diesel et des carburants marins, ferroviaires et

give you an idea, that adds up to more than 100 billion litres per year. Our members also produce more than 25% of the biofuel produced in Canada today.

[English]

Canadian fuel facilities are part of Canada's critical infrastructure, providing safe and reliable access to fuels that are vital to personal mobility, movement of goods and operation of essential services such as first responders. We believe there are significant opportunities to scale up domestic production of low-carbon liquid fuels starting today by using proven technologies and adapting our existing infrastructure. This is also key to maintaining energy reliability and affordability as we continue to diversify our energy mix.

Three years ago, we released *Driving to 2050*, which outlined the foundational contribution that the transportation fuel industry can make in support of our climate goals. Our most recent update highlights \$8 billion of investments our members are making, which support 10 million tonnes of greenhouse gas reductions per year and which create and support over 10,000 jobs from coast to coast to coast.

However, for today, I would like to focus my remarks on the impact of the U.S. Inflation Reduction Act, or IRA — I'm sure you have heard about that — in the context of Canadian energy production, consumption and security. The U.S. has several well-established programs that have created a robust, low-carbon fuel industry. These include capital investment programs and tax incentives like the blending tax credit. Canada has also introduced select programs to support capital investments in low-carbon fuel, such as the Clean Fuels Fund two years ago, which puts us roughly on par with the United States on capital program spending.

However, the IRA changed everything. They doubled down with a suite of new measures, including something called a production tax credit, or PTC, for biofuels such as ethanol, renewable diesel, sustainable aviation fuel and hydrogen. The North American fuel market is open, it's fully integrated and Canada competes with the U.S. for its fair share of investment. The IRA has intensified competition for investments with the potential of low-carbon Canadian fuel projects going to the United States to take advantage of their new PTC. Furthermore, U.S.-based production would be able to send their fuel to Canada to generate carbon credits under the Canadian Clean Fuel

d'aviation qui sont utilisés tous les jours. Juste pour vous donner une idée, cela représente plus de 100 milliards de litres par année. Nos membres fabriquent aussi plus de 25 % des biocarburants produits au Canada aujourd'hui.

[Traduction]

Les installations pour le carburant font partie de l'infrastructure essentielle du Canada. Elles procurent un accès sûr et fiable aux carburants qui sont essentiels à la mobilité personnelle, à la circulation des biens et au fonctionnement des services essentiels comme les premiers intervenants. Nous croyons qu'il existe d'importantes possibilités d'accroître la production nationale de carburants liquides à faible teneur en carbone dès aujourd'hui grâce à des technologies éprouvées et à l'adaptation de notre infrastructure existante. Cette démarche est également essentielle pour préserver la fiabilité et l'abordabilité de l'énergie alors que nous continuons à diversifier notre bouquet énergétique.

Il y a trois ans, nous avons publié *En route vers 2050*. Ce document décrit la contribution fondamentale que l'industrie des carburants de transport peut apporter à la réalisation de nos objectifs climatiques. Notre plus récente mise à jour fait état de 8 milliards de dollars que nos membres investissent, ce qui se traduit par une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 10 millions de tonnes par an et par la création et le maintien de plus de 10 000 emplois d'un océan à l'autre.

Cependant, je voudrais aujourd'hui concentrer mes propos sur les répercussions de l'IRA, l'Inflation Reduction Act — la loi américaine sur la réduction de l'inflation, dont vous avez sûrement entendu parler —, dans le contexte de la production, de la consommation et de la sécurité énergétiques du Canada. Les États-Unis disposent de divers programmes bien établis qui ont mené à la création d'une industrie du carburant robuste et à faible teneur en carbone. Il s'agit notamment de programmes d'investissement en capital et de mesures incitatives fiscales comme le crédit d'impôt pour les mélanges. Le Canada a également mis en place des programmes particuliers destinés à soutenir les investissements en capital dans les carburants à faible teneur en carbone, comme le Fonds pour les combustibles propres il y a deux ans, ce qui nous place à peu près à égalité avec les États-Unis en matière de dépenses en capital.

Cependant, l'IRA a tout changé. Les États-Unis ont pris les bouchées doubles avec une série de nouvelles mesures, y compris ce qu'on appelle un crédit d'impôt à la production de biocarburants tels que l'éthanol, le diesel renouvelable, le carburant d'aviation durable et l'hydrogène. Le marché nord-américain des carburants est ouvert, il est entièrement intégré, et le Canada est en concurrence avec les États-Unis pour obtenir sa juste part des investissements. L'IRA intensifie la concurrence relative aux investissements, et il est possible que des projets canadiens de carburants à faible teneur en carbone aboutissent aux États-Unis, car ils profiteront ainsi du nouveau crédit

Regulations. The PTC will also result in more Canadian-made feedstock being exported to the United States, which can now offer a higher price. Added to this is the fact that as demand grows for the clean fuel regulation coming into effect this mid-year, Canada will have to rely on U.S. imports to support our net-zero objectives, undermining both our energy and climate security.

The Fall Economic Statement recognized that the IRA is a game changer and underscored that urgent new measures were needed to ensure Canada keeps pace. We agreed, which is why we are recommending a low-carbon fuel PTC for Canada. This credit would apply to all low-carbon fuel produced in Canada with the rate varying according to carbon intensity reduction. The more you reduce, the higher the incentive. For road transportation fuels, for example, the highest carbon intensity reduction would receive a tax credit of 34 cents per litre, equivalent to the U.S. PTC of a dollar a gallon. For sustainable aviation fuel, the highest carbon intensity will receive a tax credit of 63 cents per litre.

We are also recommending incentives for fuel infrastructure upgrades to enable access of low-carbon fuel to consumers. Over 70% of retail stations are owned by small and medium-sized enterprises, and this funding will reduce the cost to install and upgrade new equipment such as fuel dispensers and storage tanks.

In closing, investment parity with the United States is key to unlocking Canada's potential of a low-carbon fuel producer with significant benefits to Canada. Let's work together to ensure that investment dollars stay in Canada, that we achieve our climate goals with Canadian production and that we create thousands of jobs during construction and hundreds more permanent jobs through the fuel supply chain. We would also be leveraging Canadian feedstock to make value-added products in Canada, and we would be protecting our energy and climate security.

d'impôt à la production. En outre, les producteurs américains seraient en mesure d'envoyer leur carburant au Canada pour obtenir des crédits carbone dans le cadre du Règlement sur les combustibles propres du Canada. Le crédit d'impôt à la production permettra également l'exportation d'une plus grande quantité de matières premières fabriquées au Canada vers les États-Unis, qui peuvent maintenant offrir un prix plus élevé. En outre, à mesure qu'augmentera la demande attribuable au Règlement sur les combustibles propres qui entrera en vigueur au milieu de l'année, le Canada devra compter sur les importations américaines pour atteindre ses objectifs de carboneutralité, ce qui compromettra notre sécurité énergétique et climatique.

Dans l'Énoncé économique de l'automne, on reconnaissait que l'IRA change la donne et on soulignait qu'il faut prendre de toute urgence de nouvelles mesures pour que le Canada suive le rythme. Nous sommes d'accord, et c'est la raison pour laquelle nous recommandons un crédit d'impôt à la production de carburants à faible teneur en carbone pour le Canada. Ce crédit s'appliquerait à tous les carburants à faible teneur en carbone produits au Canada, et le taux varierait en fonction de la réduction de l'intensité des émissions de carbone. Plus la réduction est importante, plus l'incitatif est élevé. Pour les carburants de transport routier, par exemple, la plus forte réduction de l'intensité des émissions de carbone donnerait droit à un crédit d'impôt de 34 ¢ le litre, soit l'équivalent du crédit d'impôt américain de 1 \$ le gallon. Pour le carburant d'aviation durable, la plus forte réduction de l'intensité des émissions de carbone bénéficierait d'un crédit d'impôt de 63 ¢ le litre.

Nous recommandons également des mesures incitatives pour la modernisation de l'infrastructure relative aux carburants afin de permettre aux consommateurs d'avoir accès à des carburants à faible teneur en carbone. Plus de 70 % des stations-service appartiennent à de petites et moyennes entreprises, et ce financement réduira le coût d'installation et de mise à niveau de nouveaux équipements tels que les distributeurs de carburant et les réservoirs de stockage.

En conclusion, pour libérer le potentiel du Canada en tant que producteur de carburant à faible teneur en carbone et ainsi obtenir des avantages considérables pour le Canada, la parité avec les États-Unis en matière d'investissement est essentielle. Nous devons unir nos efforts pour garantir que les investissements restent au Canada, que nous atteignons nos objectifs climatiques grâce à la production canadienne et que nous créons des milliers d'emplois pendant la construction et des centaines d'autres emplois permanents sur toute la chaîne d'approvisionnement en carburant. De plus, nous pourrions tirer parti des matières premières canadiennes pour fabriquer des produits à valeur ajoutée au Canada, et nous protégerions notre sécurité énergétique et climatique.

[Translation]

Thank you very much for the opportunity to be here today and answer your questions.

The Chair: Thank you.

[English]

Ms. Stilborn, did you have anything to add?

We will start with the questions.

Senator Batters: My first question is to both the Canadian Gas Association and the Canadian Fuels Association.

I'm wondering if you could tell me how many jobs in your industry have been lost and what you anticipate for job losses during this so-called just transition. I should say that I'm from the province of Saskatchewan, so obviously this is a very important issue to people in my province.

Mr. Cheliak: The industry currently employs 13,500 Canadians in eight provinces and one territory, including Saskatchewan. Our infrastructure and the investments in that infrastructure are approved by independent regulators. Whether sustainable jobs or a just transition would have direct implications for the natural gas distribution industry, I don't know. If the pipelines simply carry natural gas and there is a reduction in natural gas use in Canada, then perhaps there would be a reduction in the number of individuals needed to operate that system. However, when you build it, you need to maintain it. To maintain it, you need a certain workforce. For the utility industry itself, I don't see a significant impact of a just transition on building, operating and maintaining natural gas pipeline systems. We may stagnate the number of people because we are not building new infrastructure, but I don't see a significant and direct impact from a just transition legislation.

Mr. Larocque: I think we're in the same space as the Canadian Gas Association. We're for the sustainable jobs. We see this as transitioning or adapting our existing workforce to new products like low-carbon fuels. We're very hopeful that as we transform the energy and transportation fuels sector, we'll be using our existing infrastructure and our existing workforce but also producing new products in the future versus what we're doing today.

Senator Batters: How many employees?

[Français]

Merci beaucoup de me donner l'occasion d'être ici aujourd'hui et de répondre à vos questions.

Le président : Merci.

[Traduction]

Madame Stilborn, aviez-vous quelque chose à ajouter?

Nous allons passer aux questions.

La sénatrice Batters : Ma première question s'adresse aussi bien à l'Association canadienne du gaz qu'à l'Association canadienne des carburants.

Pourriez-vous me dire combien d'emplois ont été perdus dans votre industrie et ce que vous prévoyez comme pertes d'emplois pendant ce qu'on appelle la transition juste? Je dois préciser que je suis de la Saskatchewan, alors c'est manifestement une question très importante pour les gens de ma province.

M. Cheliak : L'industrie emploie actuellement 13 500 Canadiens dans huit provinces, dont la Saskatchewan, et dans un territoire. Notre infrastructure et les investissements dans cette infrastructure sont approuvés par des organismes de réglementation indépendants. Je ne sais pas si des emplois durables ou une transition juste auraient des répercussions directes sur l'industrie de la distribution du gaz naturel. Si les gazoducs ne font que transporter du gaz naturel et qu'il y a une réduction de la consommation de gaz naturel au Canada, alors peut-être y aurait-il une réduction du nombre de personnes nécessaires pour exploiter ce système. Cependant, lorsque vous le construisez, vous devez l'entretenir. Pour l'entretenir, vous avez besoin de main-d'œuvre. Pour l'industrie des services publics elle-même, je ne crois pas qu'une transition juste ait une incidence importante sur la construction, l'exploitation et l'entretien des réseaux de gazoducs. Il se peut que le nombre de personnes stagne parce que nous ne construisons pas de nouvelle infrastructure, mais je ne pense pas que les dispositions législatives en matière de transition juste aient une incidence directe et significative.

M. Larocque : Je pense que c'est la même chose pour nous que pour l'Association canadienne du gaz. Nous souhaitons des emplois durables. Nous voyons cela comme une transition ou une adaptation de notre main-d'œuvre actuelle à de nouveaux produits comme les carburants à faible teneur en carbone. Au fur et à mesure que nous transformons le secteur de l'énergie et des carburants de transport, nous avons bon espoir de pouvoir utiliser notre infrastructure et notre main-d'œuvre actuelles, mais aussi de produire de nouveaux produits par rapport à ce que nous faisons aujourd'hui.

La sénatrice Batters : Combien d'employés avez-vous?

Mr. Larocque: We have 111,000 employees across — and I want to be clear — refineries, terminals and gas stations. We call it the downstream industry.

Senator Batters: Do you have any anticipated number right now as to estimated job losses?

Mr. Larocque: No. We are pretty consistent. We lost one refinery in Come By Chance two years ago. However, they are restarting as a renewable diesel plant, and some of those jobs are being recreated, if you wish, or repositioned.

Senator Batters: Okay. I would like to know the federal government's level of consultation with both of your organizations in developing their just transition plan. Did you consider that to be satisfactory?

Mr. Cheliak: Yes, we had opportunity to comment. My observation — and this is consistent with the government's — is that the level of activity, the level of consultation and the level of energy-related regulatory and legislated matters have grown x-fold over the last five years. There are a lot of competing priorities as to where we spend our time. Just transition is one that has only just begun to capture our attention, as we've been quite preoccupied dealing with regulatory measures that are imminent. We anticipate a scale-up in the engagement.

Obviously, there is a lot of commentary on what to call it, how to define it. I think that's the essence of your question today, but we anticipate more consultation, not less.

Senator Batters: When you say you had an opportunity to comment, how much notice did you receive for that? Was it something that you just had an opportunity very shortly before the just transition plan was announced by the government? I'm just looking for a sort of time frame. How robust was that opportunity to comment?

Mr. Cheliak: I think it was sufficient.

Senator Batters: How long before did you —

Mr. Cheliak: Weeks. I'll say weeks. But we knew of it. It had been around in circles. People had been reporting on it for months. It didn't come as a surprise because we knew it was coming. Obviously, we always want more time. I think that's a fairly consistent approach to any consultation, to have more time than we do.

Mr. Larocque: I would say the same thing. Regulatory priorities last year were the Clean Fuel Regulations, the oil and gas emissions cap and the zero-emission vehicle mandate for

M. Larocque : Nous avons 111 000 employés — et je veux que ce soit clair — dans des raffineries, des terminaux et des stations-service. C'est ce que nous appelons l'industrie en aval.

La sénatrice Batters : Avez-vous actuellement une estimation des pertes d'emplois?

M. Larocque : Non. Nos chiffres sont assez constants. Nous avons perdu une raffinerie à Come By Chance il y a deux ans. Cependant, elle est en train de redémarrer comme usine de production de diesel renouvelable, et certains des emplois qui avaient été perdus reparaissent, si vous voulez, ou sont adaptés.

La sénatrice Batters : D'accord. J'aimerais savoir dans quelle mesure le gouvernement fédéral a consulté vos deux organisations pour l'élaboration de son plan de transition juste. Estimez-vous cette consultation satisfaisante?

M. Cheliak : Oui, nous avons eu l'occasion de faire des commentaires. Mon constat — et cela correspond à celui du gouvernement — est que le rythme de l'activité, le degré de consultation et l'importance des questions réglementaires et législatives liées à l'énergie ont explosé au cours des cinq dernières années. Nous devons consacrer notre temps à un grand nombre de priorités concurrentes. La transition juste est l'une de ces priorités et elle commence tout juste à attirer notre attention, car nous avons été très préoccupés par des mesures réglementaires à venir. Nous prévoyons une intensification de la mobilisation.

De toute évidence, il y a beaucoup de débats sur la façon de désigner et de définir ce concept. Je pense que c'est l'essence de votre question aujourd'hui, mais nous nous attendons à plus de consultation, et non à moins de consultation.

La sénatrice Batters : Quand vous dites que vous avez eu l'occasion de faire des commentaires, quel préavis avez-vous reçu à cet égard? Est-ce quelque chose que vous avez eu l'occasion de faire très peu de temps avant que le gouvernement annonce le plan de transition juste? J'aimerais simplement avoir une idée du laps de temps. Dans quelle mesure cette possibilité de faire des commentaires était-elle solide?

M. Cheliak : Je crois que nous avons eu suffisamment de temps.

La sénatrice Batters : Combien de temps...

M. Cheliak : Je dirais des semaines. Mais nous étions au courant. L'information avait circulé. Les gens en discutaient depuis des mois. Ce n'était pas une surprise, car nous savions que cela s'en venait. Naturellement, nous voulons toujours plus de temps. Je pense que c'est la même chose pour toute consultation. Tout le monde veut plus de temps.

M. Larocque : Je dirais la même chose. L'année dernière, nous avons comme priorités d'ordre réglementaire le Règlement sur les combustibles propres, le plafond d'émission de gaz à effet

electric vehicles. There were lots of regulations going on. We were aware of the just transition. We were given the typical time that we would have expected.

Senator Batters: What would that be?

Mr. Larocque: They would give you 60 days or 90 days to provide some comments. They would provide a white paper and we were able to react to that. They asked questions about how we felt things should be handled.

Senator Batters: Did they tell you about the title, “just transition”?

Mr. Larocque: Yes, that is something we’ve had multiple conversations about.

Senator Batters: Did you object to that title?

Mr. Larocque: Yes.

Senator Batters: Yeah. It’s kind of a terrible title.

Mr. Larocque: It’s a terrible title.

Senator Batters: Potentially, a lot of people could be losing their jobs because of it. Thank you.

Senator Arnot: I have two questions, one to Mr. Cheliak.

Sir, you talked about the need to focus on cleaning existing systems. I’m just wondering how those systems are to be cleaned. What recommendations would you have to support that goal? What research is being done on that? What’s your prognosis for success for that pathway?

Mr. Cheliak: We’ve made some great strides on cleaning our pipeline systems in Canada. We now have 20 operational renewable gas facilities in Canada. We have North America’s first hydrogen-blending facility in Markham, Ontario, with more slated. We’re looking at 100% hydrogen communities starting in 2025.

This has happened quickly, right? We’re a 115-year-old industry. For us to transform the fuel in our systems, it takes our engineers time, it takes our safety regulators time and it takes policy-makers and legislators time.

What are we looking for? We need continued codes and standards support to ensure that we can blend higher quantities of hydrogen into our pipelines and R&D support to ensure that appliances in people’s homes — furnaces, stovetops, water heaters — can be what we call “hydrogen ready,” so that when we want to launch a fully, 100%-clean-hydrogen community,

de serre pour le secteur pétrolier et gazier, et le mandat pour les véhicules électriques zéro émission. Divers règlements étaient mis en place. Nous étions au courant de la transition juste. On nous a donné le temps auquel nous pouvions nous attendre.

La sénatrice Batters : Et combien de temps était-ce?

M. Larocque : Vous aviez 60 ou 90 jours pour formuler des commentaires. Nous avons reçu un livre blanc auquel nous avons pu réagir. Ils ont posé des questions sur la façon dont nous pensions qu’il fallait gérer les choses.

La sénatrice Batters : Est-ce qu’ils vous ont dit que cela s’appellerait la « transition juste »?

M. Larocque : Oui. Nous avons très souvent parlé de cela.

La sénatrice Batters : Est-ce que vous vous êtes opposés à cette appellation?

M. Larocque : Oui.

La sénatrice Batters : En effet, c’est une appellation terrible.

M. Larocque : C’est terrible, comme titre.

La sénatrice Batters : Beaucoup de gens risquent de perdre leur emploi à cause de cela. Merci.

Le sénateur Arnot : J’ai deux questions, dont une s’adresse à M. Cheliak.

Monsieur, vous avez dit qu’il fallait en priorité rendre propres les systèmes existants. Je me demande simplement comment il faut le faire. Quelles recommandations auriez-vous à l’appui de cet objectif? Quelles recherches sont menées à ce sujet? Quel est votre pronostic de réussite dans ce domaine?

M. Cheliak : Nous avons fait de grands progrès à cet égard, dans nos réseaux de gazoducs au Canada. Nous avons maintenant 20 installations opérationnelles de gaz renouvelable au Canada. Nous avons la première installation d’intégration d’hydrogène en Amérique du Nord à Markham, en Ontario, et d’autres sont prévues. Nous envisageons des collectivités entièrement alimentées en hydrogène à partir de 2025.

Tout cela arrive rapidement, n’est-ce pas? Nous sommes une industrie vieille de 115 ans. Pour transformer le carburant dans nos systèmes, il faut du temps à nos ingénieurs, aux organismes de réglementation de la sécurité, aux décideurs et aux législateurs.

Qu’est-ce que nous souhaitons? Nous avons besoin d’un soutien continu sur le plan des codes et des normes, de sorte que nous puissions injecter de plus grandes quantités d’hydrogène dans nos gazoducs. Nous avons aussi besoin de soutien, en matière de recherche et de développement, pour que les appareils ménagers — chaudières, cuisinières, chauffe-eau — puissent être

that home can be built by a builder with products they can buy that can run on 100% hydrogen.

Senator Arnot: Mr. Larocque, you mentioned that Canada needs to compete with the United States in incentives. The Inflation Reduction Act has really set a mark. We probably can't match that. What would you suggest in terms of focusing or targeting some areas in energy that could be successful in terms of an effect on the Canadian market?

Mr. Larocque: Canada needs to set up what I would call an industrial policy, if you wish. I can understand about matching the U.S. dollar for dollar — that's not exactly what we're looking for, but having a similar system. This production tax credit is brand new and it's a complete game changer. It's kind of protectionist. In North America now, all of this has to be used or produced in the United States. We don't have a similar thing. I'm looking for this type of tax system or credit system to be in Canada. The dollar figure, I understand. It's a budget decision by the federal government, but just putting this system in place in 2023 with some dollars would be a great start.

Senator Arnot: Time is of the essence here?

Mr. Larocque: I can tell you right now that the United States is signing 10-year agreements for Canadian feedstocks due to the IRA in production. If we wait a year, we will eliminate tonnes of feedstock for the next ten years that we won't be able to access in Canada.

Senator Cardozo: This is a really interesting discussion, especially juxtaposed on the previous one where we talked about just transition from the perspective of the labour representatives, which is more from the perspective of workers. You have talked about the industry transitioning. I have so many questions, but I'll try to limit them to a couple.

Are you thinking about your industries sunseting over a period of time? You've been trying to make them cleaner and cleaner, but is there a time when you see them sunseting as we move to 100% renewables — or to a much larger percentage of renewable resources?

Mr. Cheliak: I don't think there's a sunset. Again, we added a near-record number of consumers to our system last year, so the market wants the product. I would say that energy security and energy reliability were taken for granted, I think, globally. They still are here in Canada. For the consumer, how do we

prêts à fonctionner à l'hydrogène. Ainsi, lorsque nous voudrions lancer une collectivité alimentée à 100 % par de l'hydrogène propre, les constructeurs pourront construire des maisons équipées de produits pouvant fonctionner entièrement à l'hydrogène.

Le sénateur Arnot : Monsieur Larocque, vous avez mentionné que le Canada doit rivaliser avec les États-Unis en matière de mesures incitatives. La loi américaine sur la réduction de l'inflation a vraiment créé une norme. Nous ne sommes probablement pas en mesure de faire de même. Qu'est-ce que vous suggéreriez comme secteurs de l'énergie à cibler pour obtenir un effet positif sur le marché canadien?

M. Larocque : Il faut que le Canada mette en place ce que j'appellerais une politique industrielle, si vous voulez. Je peux comprendre l'idée de vouloir obtenir la même chose que les États-Unis, mais ce n'est pas exactement ce que nous recherchons. Il faut cependant un système similaire. Le crédit d'impôt à la production est tout nouveau et il change complètement la donne. C'est une forme de protectionnisme. En Amérique du Nord maintenant, tout doit être utilisé ou produit aux États-Unis. Nous n'avons rien de semblable. J'aimerais que nous ayons au Canada un régime fiscal ou un système de crédit de ce type. Le montant en dollars, je le comprends. C'est une décision d'ordre budgétaire de la part du gouvernement fédéral, mais le simple fait de mettre en place ce système en 2023 et de prévoir des sommes d'argent serait un excellent début.

Le sénateur Arnot : Est-ce qu'on peut dire que le temps presse?

M. Larocque : Je peux vous dire qu'en ce moment même, les États-Unis signent des accords de 10 ans pour les matières premières canadiennes en raison de la loi sur l'inflation, concernant la production. Si nous attendons un an, nous perdrons l'accès, au Canada, à des tonnes de matières premières pour les 10 prochaines années.

Le sénateur Cardozo : C'est une discussion vraiment intéressante, surtout si on la juxtapose à la précédente, où nous avons parlé de la transition du point de vue des représentants syndicaux, c'est-à-dire plutôt du point de vue des travailleurs. Vous avez parlé de la transition de l'industrie. J'ai tellement de questions, mais je vais essayer de m'en tenir à quelques-unes.

Pensez-vous que vos industries vont disparaître au fil du temps? Vous essayez de les rendre de plus en plus propres, mais envisagez-vous un moment où elles disparaîtront alors que nous passerons à 100 % d'énergies renouvelables, ou à un pourcentage beaucoup plus élevé de ressources renouvelables?

M. Cheliak : Je ne le crois pas. Encore une fois, nous avons ajouté un nombre presque record de consommateurs à notre système l'année dernière. Ce produit est en demande sur le marché. Je dirais que la sécurité et la fiabilité énergétiques ont été tenues pour acquises à l'échelle mondiale. Elles le sont

ensure that they have reliable, affordable energy? Having multiple systems — a liquid system, an electron system and a gaseous system — that's how you ensure that you have reliability.

Sunsetting an industry and replacing it with another — again, if you go back to 1800, that's never happened in the history of the world. I don't anticipate it's going to happen in the future either. In my industry, you need molecules to create chemicals. You need molecules to create plastics. You need molecules to create fertilizers. If you want those things, you need molecules from somewhere. You have to deliver the molecules through something. You can't deliver them through a wire. They are best delivered through linear pipeline infrastructure. Sunsetting? Absolutely not. Transformations? Absolutely.

Mr. Larocque: Remove “transitions” and use “transformation” — it's the same thing. We're going to be providing transportation fuels for the next 100 years like we've done for the last 100 years. What is it going to look like? It's going to be diversified. You're going to have electricity. You're going to have renewable diesel for marine and jet fuel, for example. You're going to have heavy-duty vehicles. There will be hydrogen. There will be a multitude. Our members, right now, are transforming to provide that energy for transportation. That's my answer. We're going to be here in 2050, 2100 and so on.

Senator Cardozo: In terms of just transition, Senator Batters talked about the term being considerably problematic in some areas. Is there another term that we should be using that would be more appropriate?

Can I have a quick comment from you, Mr. Cheliak, on a slightly different topic? The German and Japanese leaders were here looking for liquid natural gas, or LNG. Did we say no? Maybe you can just enlighten us on that.

Mr. Cheliak: I wouldn't say it was a “no.” Perhaps the answer was, “There is more work to do there.” There wasn't a clear and definitive “yes,” and that's what we were hoping for.

And on your first question, I'm sorry?

Senator Cardozo: “Just transition,” the term, should we be using a different term or do we have to change what we're talking about when we talk about just transition? Is there more to it?

Mr. Cheliak: I think you've already seen some different terms — sustainable jobs, just transition. In some respects, I do think this is distracting from some of the great work that the industry is doing, be it what Mr. Larocque's group is doing or

encore ici au Canada. Comment pouvons-nous garantir au consommateur une énergie fiable et abordable? C'est en ayant plusieurs systèmes — un système liquide, un système électronique et un système gazeux — que l'on garantit la fiabilité.

Voir une industrie disparaître pour être remplacée par une autre... Encore une fois, si l'on remonte à 1800, cela n'est jamais arrivé dans l'histoire du monde. Je ne pense pas que cela se produira à l'avenir non plus. Dans mon secteur, vous avez besoin de molécules pour créer des produits chimiques. Vous en avez besoin pour créer des plastiques, ainsi que pour créer des engrais. Si vous voulez ces choses, il vous faut des molécules qui viennent de quelque part. Vous devez livrer les molécules à travers quelque chose. Vous ne pouvez pas les acheminer par un fil. La meilleure façon de les acheminer, c'est par une infrastructure linéaire de canalisation. La disparition progressive? Absolument pas. Les transformations? Absolument.

M. Larocque : Remplacez le mot « transitions » par « transformation ». C'est la même chose. Nous allons encore fournir des combustibles pour le transport pendant 100 ans, comme nous le faisons depuis 100 ans. À quoi devons-nous nous attendre? Les sources seront diversifiées. Il y aura de l'électricité. Il y aura du diesel renouvelable pour les bateaux et les avions. Il y aura des véhicules utilitaires lourds. Il y aura de l'hydrogène. Il y aura une multitude de choses. En ce moment, nos membres se transforment pour fournir cette énergie pour le transport. Voilà ma réponse. Nous serons là en 2050, en 2100 et au-delà.

Le sénateur Cardozo : Pour ce qui est de la transition juste, la sénatrice Batters a dit que ce terme posait problème dans certaines régions. Y a-t-il un autre terme que nous pourrions utiliser et qui serait plus approprié?

Monsieur Cheliak, pourriez-vous formuler un bref commentaire sur un sujet légèrement différent? Les dirigeants allemands et japonais sont venus ici pour se procurer du gaz naturel liquide, ou GNL. Avons-nous dit non? Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet?

M. Cheliak : Nous ne leur avons pas dit « non ». La réponse était plutôt : « Il reste du travail à faire. » Il n'y a pas eu de « oui » clair et définitif, et c'est ce que nous espérons.

Et pour votre première question, excusez-moi...

Le sénateur Cardozo : Le terme « transition juste ». Devrions-nous utiliser un autre terme ou devons-nous changer ce dont nous parlons lorsque nous parlons de transition juste? Y a-t-il un autre terme?

M. Cheliak : Je pense que vous avez déjà entendu différents termes : emplois durables, transition juste. À certains égards, je pense que cela détourne l'attention du travail formidable que fait l'industrie, qu'il s'agisse du groupe de M. Larocque ou de mes

what my companies are doing on hydrogen and renewable natural gas. If we keep focused on some of the creative things that are happening, I think we'll all be better off.

Senator Galvez: Thank you so much. Like my colleague said, this is a very interesting conversation. Welcome to the Senate.

I agree with what you all said. We need to increase the diversity of energy sources, for sure. Biomethanization is something that is growing, for sure. We have to have an exit for all the organic waste, so it's good we are producing methane.

I have a couple of questions. On one hand, I want to know the room for energy efficiency because in Canada we are not good at that compared with the Scandinavian countries. We consume a lot of energy for the same type of weather. I would like your comment on energy efficiency. Also, with this diversity of fuels, we need to build better and increase resilience. We have to have duplicity. We have to be adaptable in a robust system because we are facing climate change and extreme weather events that destroy infrastructure every year and cause billions of dollars in damage per event. How is your industry addressing these two subjects?

Mr. Larocque: I'll start on the second one with the resiliency. That's why I do believe we need a diversity of energy moving forward. We can't just rely on one of them. Just to give a quick example regarding transportation or electric vehicles. We do believe there is room for plug-in hybrids that is under the new regulation proposed by Environment and Climate Change Canada.

Those are the places I think the Government of Canada should not select a specific energy source for either residential heat or transportation, but allow the policies and regulations to have multiplicity so consumers can have flexibility and resiliency moving on in the future. Sometimes, right now, I do believe there are certain types of energy that are favoured. That's why we want to bring up the topic of energy security and resiliency to the table.

Mr. Cheliak: Resiliency is a fascinating question and topic. The way the industry works on my side is we're underground. We put our infrastructure underground, so we don't have knockouts or lose natural gas service. It's not so much an issue for the natural gas industry. Our infrastructure, again, it's all underground.

entreprises, dans les domaines de l'hydrogène et du gaz naturel renouvelable. Si nous restons concentrés sur certaines des initiatives créatives en cours, je pense que nous nous en porterons tous mieux.

La sénatrice Galvez : Merci beaucoup. Comme l'a dit ma collègue, c'est une conversation très intéressante. Bienvenue au Sénat.

Je suis d'accord avec ce que vous avez dit. Nous devons accroître la diversité de nos sources d'énergie, c'est certain. La biométhanisation est une activité en plein essor, cela ne fait aucun doute. Nous devons trouver une solution pour tous les déchets organiques. C'est donc une bonne chose que nous produisions du méthane.

J'ai quelques questions. D'une part, je veux savoir quelle est la place de l'efficacité énergétique, car au Canada, nos résultats dans ce domaine sont faibles par rapport aux pays scandinaves. Nous consommons beaucoup d'énergie pour un climat similaire. J'aimerais que vous me parliez de l'efficacité énergétique. De plus, avec cette diversité de combustibles, nous devons mieux construire et accroître la résilience. Nous devons adopter une approche double. Nous devons faire preuve de souplesse dans un système robuste, car nous sommes confrontés au changement climatique et à des phénomènes météorologiques extrêmes qui détruisent les infrastructures chaque année et causent des milliards de dollars de dommages par événement. Comment votre industrie aborde-t-elle ces deux enjeux?

M. Larocque : Je vais commencer par le deuxième, la résilience. C'est la raison pour laquelle je pense que nous avons besoin d'une diversité d'énergies pour avancer. Nous ne pouvons pas dépendre d'une seule. Pour donner un exemple rapide lié au transport ou aux véhicules électriques. Nous pensons que les véhicules hybrides rechargeables ont leur place dans le nouveau règlement proposé par Environnement et Changement climatique Canada.

Je pense que le gouvernement du Canada ne devrait pas choisir une source d'énergie précise pour le chauffage résidentiel ou le transport, mais permettre aux politiques et aux règlements d'en englober plusieurs pour offrir une certaine souplesse et une certaine résilience pour les consommateurs à l'avenir. À l'heure actuelle, je crois que certains types d'énergie sont parfois favorisés. C'est pourquoi nous voulons aborder la question de la sécurité et de la résilience énergétiques.

M. Cheliak : La résilience est une question et un sujet fascinants. Dans mon industrie, nous sommes sous terre. Nous installons notre infrastructure sous terre. Il n'y a pas de coupures ou de pannes avec le gaz naturel. Ce n'est pas tellement un problème pour l'industrie du gaz naturel. Encore une fois, nos infrastructures sont entièrement souterraines.

On efficiency, I think we've actually made a lot of strides there. It's important to come back to what we have done. In the last 30 years in Canada, we've added I think 3.5 million new residential natural gas customers. The average home in Canada is 36% larger over that period. We're actually using a little less natural gas in the residential market than we were then. Our homes are built better. The equipment in them is better, but we just have population growth. Let's celebrate what we have done, which is we've kept the consumption flat while we've added millions and millions of new residential properties in the country.

Where do we go next? Heat pump technology is the next phase. You hear a lot about electric heat pumps. There are natural gas heat pumps, as well. I think you'll see in the next phase in the residential and commercial market move from what we call condensing equipment, which is less than 100% efficient, to heat pump equipment, which is more than 100% efficient.

Senator Galvez: You talk about codes. I used to live in Europe and when you buy a house or any equipment, there is a label that tells you exactly where you are in the energy efficiency of your house or your equipment. Are we there in Canada?

Mr. Cheliak: We have the EnerGuide rating system administered by Natural Resources Canada. Yes, when you buy a home, there is or should be a label on the inside of that home. If you want to take advantage of the greener homes grant currently offered by the Government of Canada, you need an energy audit, they'll score your home and put that labelling inside the home.

Senator Galvez: This is across Canada?

Mr. Cheliak: Yes.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: In the International Energy Agency report entitled *Net Zero by 2050* —

[English]

— which was published in 2021, I'm reading from this report that, from today, no investment in fossil fuel supply projects. Which means you are asking for a level playing field, you're asking for some new programs from the government to clean up. Is it realistic considering where we're trying to go in terms of climate because this is a climate emergency? What do you think of this particular report as opposed to your position, which is that

Pour ce qui est de l'efficacité, je pense que nous avons fait beaucoup de progrès. Il est important de souligner ce que nous avons accompli. Ces 30 dernières années, au Canada, je crois que nous avons ajouté 3,5 millions de nouveaux clients résidentiels pour le gaz naturel. Au cours de cette période, la taille moyenne des maisons au Canada a augmenté de 36 %. Nous utilisons en fait un peu moins de gaz naturel sur le marché résidentiel qu'à l'époque. Nos maisons sont mieux construites. Elles sont mieux équipées, mais il y a la croissance démographique. Célébrons ce que nous avons accompli. Nous avons maintenu la consommation à un niveau stable, bien que nous ayons ajouté des millions et des millions de nouvelles propriétés résidentielles dans le pays.

Quelle est la prochaine étape? Il s'agit de la technologie des pompes à chaleur. On entend beaucoup parler des pompes à chaleur électriques. Il existe également des pompes à chaleur au gaz naturel. Je pense que la prochaine étape sur le marché résidentiel et commercial consistera à passer de ce que nous appelons l'équipement à condensation, dont l'efficacité est inférieure à 100 %, aux pompes à chaleur, dont l'efficacité est supérieure à 100 %.

La sénatrice Galvez : Vous parlez de codes. J'ai vécu en Europe et lorsque vous achetez une maison ou un équipement, vous avez une étiquette qui vous indique exactement le degré d'efficacité énergétique de votre maison ou de votre équipement. Est-ce le cas au Canada?

M. Cheliak : Nous avons le système de cote ÉnerGuide administré par Ressources naturelles Canada. Oui, lorsque vous achetez une maison, il y a ou devrait y avoir une étiquette à l'intérieur de cette maison. Si vous voulez profiter de la subvention pour des maisons plus vertes qu'offre actuellement le gouvernement du Canada, vous devez subir une vérification énergétique. On évalue votre maison et on appose cette étiquette à l'intérieur.

La sénatrice Galvez : Dans tout le Canada?

M. Cheliak : Oui.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Dans le rapport de l'International Energy Agency intitulé *Net Zero by 2050* —

[Traduction]

... qui a été publié en 2021, je lis qu'à partir d'aujourd'hui, on ne devra effectuer aucun investissement dans des projets d'approvisionnement en combustibles fossiles. Vous demandez donc que les règles du jeu soient équitables, et vous demandez de nouveaux programmes fédéraux en matière d'énergies propres. Est-ce réaliste compte tenu de l'orientation que nous voulons prendre en matière de climat, car il s'agit d'une urgence

we'll still be transporting fuels in 100 years? I don't know if you were talking about oil or gas.

Mr. Larocque: I'm glad you asked that question, actually. There's a lot of confusion. I just cannot be more clear that we're in transportation energy. We're asking for low-carbon fuel production. It's incentives for ethanol, renewable diesel, sustainable jet fuel or hydrogen. It is not for gasoline, diesel or crude oil. Anyone can access that incentive. Either you're a typical oil and gas company that we represent, but we also represent green energy, for example, or Greenfield Global, which is an ethanol producer. That incentive is for low-carbon fuel. It aligns with the IEA.

Mr. Cheliak: Again, we represent the distributors of natural gas, so the type of programs that we participate in and seek would be the clean growth fund that's currently administered by Natural Resources Canada. In that program, you can receive incentives for hydrogen or renewable natural gas. That's the two areas we're interested in. On Mr. Larocque's side, it would be more the liquid renewables. We're not seeking government programs to incentivize natural gas production increases, for example. We don't need money for that.

Senator Miville-Dechêne: A question about figures, you talked about renewable gas issued from methane and our waste. What's the proportion of this renewable gas as opposed to the proportion of natural gas you're distributing or selling in Canada?

Mr. Cheliak: It's small today. British Columbia is looking at a 15% blend, so that 15% of all of the gas in British Columbia by 2030 would be a renewable molecule. Quebec has 10% by 2030. Other jurisdictions are looking at it. The volume of product is huge. It's 40% of our energy end use in Canada. A good comparison is if you look at wind and solar contributions to Canada's electricity supply. Combined, I think they're around 6% today, and that's been a big focus for the industry for going on 20 years.

When you look at it in that term, I think we're making meaningful progress.

Mr. Larocque: For us, around 6% to 8% today. We're looking at 15% by 2030 or more.

climatique? Que pensez-vous de ce rapport particulier par rapport à votre position, qui est que nous transporterons encore des combustibles dans 100 ans? Je ne sais pas si vous parliez de pétrole ou de gaz.

M. Larocque : Je suis content que vous ayez posé cette question. Il y a beaucoup de confusion. Je veux être très clair : nous sommes dans l'énergie de transport. Nous demandons la production de combustibles à faible teneur en carbone. Il s'agit d'incitatifs pour l'éthanol, le diesel renouvelable, le carburéacteur durable ou l'hydrogène. Nous ne parlons pas d'essence, de diesel ou de pétrole brut. Tout le monde peut accéder à cet incitatif. Nous représentons des sociétés pétrolières et gazières traditionnelles, mais également des producteurs d'énergie verte, comme Greenfield Global, qui produit de l'éthanol. Cet incitatif est destiné aux combustibles à faible teneur en carbone. Il s'aligne sur les exigences de l'Agence internationale de l'énergie.

M. Cheliak : Encore une fois, nous représentons les distributeurs de gaz naturel. Les programmes auxquels nous participons et auxquels nous cherchons à participer sont par exemple le fonds de croissance propre, qui est actuellement administré par Ressources naturelles Canada. Ce programme offre des incitatifs pour l'hydrogène ou le gaz naturel renouvelable. Ce sont les deux domaines qui nous intéressent. Pour M. Larocque, il s'agirait plutôt des énergies renouvelables liquides. Nous ne cherchons pas à bénéficier de programmes gouvernementaux pour encourager l'augmentation de la production de gaz naturel, par exemple. Nous n'avons pas besoin de fonds pour cela.

La sénatrice Miville-Dechêne : J'ai une question sur les chiffres. Vous avez parlé du gaz renouvelable issu du méthane et de nos déchets. Quelle est la part de ce gaz renouvelable par rapport à celle du gaz naturel que vous distribuez ou vendez au Canada?

M. Cheliak : Cette part est faible aujourd'hui. La Colombie-Britannique envisage une part de 15 %, ce qui signifie que d'ici 2030, 15 % de tout le gaz de la Colombie-Britannique proviendrait de molécules renouvelables. Le Québec prévoit une part de 10 % d'ici 2030. D'autres administrations s'y intéressent. Le volume de ces produits est considérable. Il représente 40 % de la consommation finale d'énergie au Canada. Une bonne comparaison serait la contribution des énergies éolienne et solaire à l'approvisionnement en électricité au Canada. Conjuguées, je pense qu'elles produisent aujourd'hui environ 6 % de l'électricité, et le secteur se concentre sur ces énergies depuis plus de 20 ans.

Si l'on envisage les choses sous cet angle, je pense que nous faisons d'importants progrès.

M. Larocque : Notre part est d'environ 6 à 8 % aujourd'hui. Nous envisageons d'atteindre 15 % en 2030 ou plus.

Senator Miville-Dechêne: Six percent of?

Mr. Larocque: Liquid fuels. Ethanol in your car, for example, or renewable diesel or biodiesel. But with the advancement for sustainable jet fuel and also with the clean fuel regulations in addition on the liquid side, you're looking at 15% to 20% by 2030 and increasing. This will happen. It's just a matter of where's your fuel going to come from, Canada or the United States?

Senator Batters: What do you think is the most commonly misunderstood thing — if you had just one or two — about the oil and gas industry and its ability to contribute to Canada reaching its climate goals? Now's your chance.

Mr. Larocque: How much time do we have?

Senator Batters: Just a couple of minutes for each of you, please.

Mr. Larocque: I think we touched a little bit on it — that we always put to the oil and gas industry: Are we going to stay there? Are we going to sunset? I think there's a total misconception about how serious we are about decarbonizing in the transportation sector.

We're going to be a different sector in 15, 20 or 25 years than we are today. We've been doing it for so long that we're really well placed with our existing infrastructure. To build a completely new energy infrastructure in the next 10 tens — as Mr. Cheliak was saying, over the last hundred years — that misconception is something for which we try to get the message out every day.

Mr. Cheliak: I'm a bit of a historian, but we've pivoted before and we'll do it again. In 1910, all of the gas — we call it gaseous energy, which is our term; not gas, but molecules — in pipes that were delivered in this country were largely hydrogen. They were delivered by pipeline to operate street lights in Montreal, New York City, et cetera. Then electricity came along, and that business was not only threatened but was going away.

We took that infrastructure and said: What can we do with it? People were heating their homes with coal, and they wanted a different way of doing it. We started building pipelines to help people move from coal to natural gas heating.

We've done these great pivots before, and I think we can do another great pivot again. It just won't happen overnight.

Senator Batters: Thank you.

La sénatrice Miville-Dechêne : Six pour cent de...?

M. Larocque : Je parle des combustibles liquides. L'éthanol dans votre voiture, par exemple, le diesel renouvelable ou le biodiesel. Mais avec les progrès réalisés dans le domaine du carburéacteur durable et les règlements sur les combustibles propres, on peut envisager une part de 15 à 20 % d'ici 2030, voire plus pour les combustibles liquides. Cela se produira. La question est simplement de savoir d'où viendra votre combustible, du Canada ou des États-Unis.

La sénatrice Batters : Quelle est, selon vous, la chose la plus souvent mal comprise — si vous ne deviez en citer qu'une ou deux — au sujet de l'industrie pétrolière et gazière et de sa capacité à contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques du Canada? C'est le moment ou jamais.

M. Larocque : Combien de temps avons-nous?

La sénatrice Batters : Deux minutes pour chacun d'entre vous, s'il vous plaît.

M. Larocque : Je pense que nous avons un peu parlé du fait que nous demandons toujours au sujet de l'industrie pétrolière et gazière : Allons-nous la garder? Allons-nous la temporiser? Je pense que l'on se méprend totalement sur le sérieux avec lequel le secteur des transports envisage la décarbonisation.

Dans 15, 20 ou 25 ans, nous serons un secteur différent de ce que nous sommes aujourd'hui. Nous le faisons depuis très longtemps et nous avons donc de bonnes infrastructures. Il est faux de penser que nous allons construire des infrastructures énergétiques complètement nouvelles au cours des 10 prochaines années — comme le disait M. Cheliak, au cours des 100 dernières années — et nous essayons de faire passer ce message chaque jour.

M. Cheliak : Je suis un peu historien, mais nous avons déjà pivoté et nous le ferons à nouveau. En 1910, tout le gaz — nous utilisons le terme énergie gazeuse; il ne s'agit pas de gaz, mais de molécules — qui était livré par des tuyaux dans ce pays était en grande partie de l'hydrogène. Il était acheminé par des pipelines pour alimenter les lampadaires de Montréal, de New York, etc. Puis l'électricité est arrivée, et cette activité n'a pas seulement été menacée, mais elle a disparu.

Nous avons pris cette infrastructure et nous nous sommes dit : Que pouvons-nous en faire? Les gens chauffaient leurs maisons au charbon et voulaient une autre façon de faire. Nous avons commencé à construire des pipelines pour aider les gens à passer du charbon au gaz naturel.

Nous avons déjà effectué de grands changements par le passé, et je pense que nous pouvons encore le faire. Mais cela ne se produira pas du jour au lendemain.

La sénatrice Batters : Merci.

Senator Cardozo: Thank you for all the time I'm getting on this committee. I'm not actually a permanent member of this committee, so you've been kind to put up with me. It's a fascinating committee with wonderful questions from the members, so I think I want to join you.

If I can ask Ms. Stilborn for her comments on just transition.

Lisa Stilborn, Vice-President, Public Affairs, Canadian Fuels Association: Absolutely. As Mr. Cheliak said, we prefer to talk about sustainability. A lot of people that we talk to — decision makers, all levels of government — increasingly agree with us that it's about sustainability and creating and maintaining sustainable jobs. There is a transition. It's an adaptation process. I think that is increasingly understood.

Senator Cardozo: Mr. Cheliak, you've talked about gas quite a bit. Can you tell us how we're using gas today in various industries and homes, and where you see it going in the next 20 years?

Mr. Cheliak: In terms of the residential and commercial market — buildings like you're in today or the homes you live in — roughly 50% of all of the home and commercial energy use in Canada is delivered by natural gas. A big chunk is delivered by electricity, a smaller amount through propane and a little bit of wood. We're roughly half of the residential-commercial market.

Similarly, on industrial, we're about 53% of all the industrial energy use in Canada. Again, a good chunk is electricity and some advanced biofuels are used.

Senator Cardozo: Such as what? Machines and such are driven by gas?

Mr. Cheliak: Anything that needs heat, whether it's steam to process making beer or whether it's the upstream oil and gas industry that needs steam to unlock sand from oil sands. Any manufacturing facility needs heat, and that heat has to come from a fuel. Natural gas is the fuel of choice.

We don't currently deliver much in the transportation space — passenger cars, trucks, ferries, that kind of thing. There is a place for gaseous energy in the heavier-horsepower markets, like ferries and on-road trucking, but the market has been slow to evolve.

Le sénateur Cardozo : Merci pour tout le temps que ce comité m'accorde. Je ne suis pas un membre permanent de ce comité, alors je vous remercie de me supporter. C'est un comité passionnant et les membres posent des questions très intéressantes, alors je pense que je veux me joindre à vous.

J'aimerais que Mme Stilborn nous fasse part de ses commentaires sur la transition.

Lisa Stilborn, vice-présidente, Affaires publiques, Association canadienne des carburants : D'accord. Comme l'a dit M. Cheliak, nous préférons parler de durabilité. Beaucoup de gens à qui nous parlons — les décideurs, tous les paliers de gouvernement — sont de plus en plus d'accord avec nous pour dire qu'il s'agit de durabilité et de création et de maintien d'emplois durables. Il y a une transition. Il s'agit d'un processus d'adaptation. Je pense que les gens le comprennent de mieux en mieux.

Le sénateur Cardozo : Monsieur Cheliak, vous avez beaucoup parlé du gaz. Pouvez-vous nous dire comment nous utilisons le gaz aujourd'hui dans diverses industries et dans les maisons, et nous parler de l'utilisation qu'on en fera dans les 20 prochaines années?

M. Cheliak : En ce qui concerne le marché résidentiel et commercial — les bâtiments comme ceux dans lesquels vous vous trouvez aujourd'hui ou les maisons dans lesquelles vous vivez —, environ 50 % de la consommation d'énergie domestique et commerciale au Canada est fournie par le gaz naturel. Une grande part est fournie par l'électricité, et une plus petite par le propane et par le bois. Nous représentons environ la moitié du marché résidentiel et commercial.

De même, nous représentons environ 53 % de l'énergie utilisée par l'industrie au Canada. Encore une fois, une bonne partie de l'énergie provient de l'électricité et on utilise également des biocarburants avancés.

Le sénateur Cardozo : Par exemple? Les machines et autres fonctionnent au gaz?

M. Cheliak : Tout ce qui exige de la chaleur, qu'il s'agisse de vapeur pour la fabrication de la bière ou de l'industrie pétrolière et gazière en amont qui a besoin de vapeur pour libérer le sable des sables bitumineux. Toute installation de fabrication a besoin de chaleur, et cette chaleur doit provenir d'un combustible. Le gaz naturel est le combustible privilégié.

Actuellement, le secteur des transports n'est pas un marché très important — voitures particulières, camions, traversiers, etc. Il y a une place pour l'énergie gazeuse sur le marché des véhicules à moteur plus puissant, comme les traversiers et le transport routier, mais l'évolution est lente.

Waste haulers have been the quickest adopters of natural gas, so garbage trucks. The reason is that they do a route and then they go to sleep at night. You refuel them at night, and then they do their round the next morning. That kind of return-to-base fleet is ideally situated for a natural gas application.

Senator Cardozo: In the next 10 to 20 years, is that going to change?

Mr. Cheliak: If we add hundreds of thousands of new Canadians each year who are going to need places to live, I have to think that a good number of them will want the reliability and flexibility that gas energy provides them. I don't see that changing fundamentally.

What I do see changing — if you follow this kind of stuff, there's a new announcement out of the steel facility in Hamilton. They're putting in electric arc furnaces, and they need natural gas to operate that new system. They're talking about whether they can move that to a hydrogen-based pipeline in the future.

The creativity will be fascinating to watch. Where historically it was a default natural gas pipeline, you might now see a lot more conversation about what we can creatively put through that piece of infrastructure to ensure we're meeting our sustainability goals.

Senator Galvez: Thank you. I would like to place emphasis on the U.S. Inflation Reduction Act and the impact it has, or will have, on our energy industry here in Canada.

Last week, I made a statement about the role that the American Society of Civil Engineers plays in contributing to the rationale behind the IRA. I wish that the societies of engineers will be more involved in the decision making here in Canada. It's very important.

I sit on the National Finance Committee. In the fall statement, we put aside a \$2-billion growth fund to try to balance this IRA trillion-dollar fund. How can we use this better? How can we make efficient use of this in order to have a chance to counterbalance the impact of the IRA?

Mr. Larocque: My advice is that we need to find a simpler tool. Where there's an application for funding, it takes one or two years to receive an answer on your project. You're picking winners and losers because we all know that money is limited.

C'est le secteur du transport de déchets qui a adopté le plus rapidement le gaz naturel, notamment pour les camions à ordures. Cela s'explique par le fait qu'ils effectuent une tournée et que les camions restent ensuite stationnés. On les ravitaille la nuit, puis ils font une nouvelle tournée le lendemain matin. Ce type de flotte qui retourne à une base est idéale pour l'utilisation du gaz naturel.

Le sénateur Cardozo : Dans les 10 à 20 prochaines années, la situation va-t-elle changer?

M. Cheliak : Si nous pensons au fait que chaque année, des centaines de milliers de nouveaux Canadiens auront besoin d'un endroit où vivre, je pense qu'un bon nombre d'entre eux voudront la fiabilité et la flexibilité qu'offre l'énergie gazière. Je ne prévois pas de changement fondamental à cet égard.

Ce qui va changer, selon moi... Si vous prêtez attention à ce genre de choses, l'aciérie de Hamilton a fait une annonce. On y installe des fours électriques à arc, et ce système fonctionne au gaz naturel. Ils envisagent de passer à un pipeline à hydrogène à l'avenir.

Il sera fascinant d'observer la créativité dont nous devons faire preuve. Il s'agissait jusqu'à présent d'un pipeline à gaz par défaut, il y aura désormais davantage de conversations sur ce que l'on peut faire passer dans cette infrastructure pour atteindre nos objectifs en matière de durabilité.

La sénatrice Galvez : Je vous remercie. J'aimerais qu'on parle de l'Inflation Reduction Act aux États-Unis, l'IRA, et des répercussions qu'elle a, ou aura, sur l'industrie de l'énergie au Canada.

La semaine dernière, j'ai parlé du rôle que l'American Society of Civil Engineers joue dans les arguments de cette loi. J'aimerais que les firmes d'ingénieurs au pays jouent un rôle plus actif dans le processus décisionnel ici au Canada. C'est très important.

Je siège au Comité des finances nationales. Dans l'Énoncé économique de l'automne, nous avons affecté 2 milliards de dollars à un fonds de croissance pour tenter de contrebalancer les billions de dollars prévus dans l'IRA. Que pouvons-nous faire pour mieux utiliser ce fonds? Comment peut-on en faire une utilisation optimale pour avoir une chance de contrebalancer les répercussions de l'IRA?

M. Larocque : Je dirais qu'il faut trouver un outil simple. Quand il faut présenter une demande de financement, il faut attendre un ou deux ans avant d'obtenir une réponse pour un projet. Nous savons tous que les sommes sont limitées et que vous choisissez alors les gagnants et les perdants.

Having a system like a production tax credit, it's very clear: If you make it, you get it. There's no application. It's fair for everyone. If you can monetize that in your investment. That's what the U.S. is doing.

That's the system I was talking about earlier. We can have a conversation about the money and the amount, but establishing that fair system — it could be for renewable, natural gas, hydrogen. It doesn't matter, but it's simple, it's clear and it's in a tax system. It's not an additional funding program.

Mr. Cheliak: I would emphasize the production tax credit. It's a challenge because the operating environment we were in up until the IRA was "no" to production tax credit, and then there was a production tax credit.

All the thinking and bureaucracy behind the investment tax credit versus the production tax credit, you have to switch lanes. It's a lot of work. All the analysis has been done on something that's kind of irrelevant now. So it's the nimbleness of the system. And by "the system," I mean the bureaucratic and political system in Canada. That nimbleness has to be there. If you want to compete and win, you have to be nimble. I think we need a lot more emphasis on being nimble and saying that the world changed when the IRA came out on this type of stuff. What are we doing to do? Do we switch lanes or not? If we're not going to switch lanes, I think we have to be ready to live with those consequences.

Senator Galvez: Can we afford not to switch lanes?

Mr. Larocque: No. Europe just did it last week.

The Chair: We asked the government representative, including the minister, this same point: Your major competitor has changed. Are we being competitive? And the answer was yes. They thought the announcement they made in the pre-budget comment adjusted our approach to be competitive.

I gather you don't agree with that answer. Am I correct in saying that?

Mr. Larocque: No, we don't. We've had a lot of conversations since the Fall Economic Statement about demonstrating a \$750-million investment in Canada and what that looks like in the U.S.

I'll raise this again. The misconception is that the federal government — like the Clean Fuel Regulations — has a carbon credit. But the misunderstanding was that the U.S. companies can also access that. There was a border trade issue that was not well understood. They thought the Canadian market was equal to the IRA, but it's not because the IRA can also access the

Dans le cas du crédit d'impôt à la production, tout est clair. Si on produit, on l'obtient. Il n'y a pas de demande. C'est équitable pour tout le monde, et on peut le monnayer dans son investissement. Les États-Unis procèdent de cette façon.

C'est le système dont je parlais un peu plus tôt. On peut parler des sommes, du montant, mais il faut mettre en place un système équitable, qui peut s'appliquer aux énergies renouvelables, au gaz naturel, à l'hydrogène, peu importe. C'est simple, c'est clair, et cela fait partie du régime fiscal. Il ne s'agit pas d'un autre programme de financement.

M. Cheliak : J'insiste sur le crédit d'impôt à la production. Cela présente un défi, car dans le contexte opérationnel dans lequel nous étions jusqu'à la venue de l'IRA, on refusait d'en instaurer un, puis on en a instauré un.

Quand on passe du crédit d'impôt à l'investissement au crédit d'impôt à la production, c'est toute la réflexion et les formalités administratives qu'il faut réorienter. C'est beaucoup de travail. Toutes les analyses qui ont été faites ne sont plus pertinentes en quelque sorte. Le système doit donc être agile. Et par système, j'entends le système bureaucratique et politique au Canada. Il doit être agile. Si on veut être concurrentiel et gagner, il faut être agile. Je pense qu'il faut miser beaucoup plus sur l'agilité et se dire que le monde a changé avec l'arrivée de l'IRA et ce genre de mesures. Qu'allons-nous faire? Procédons-nous à une réorientation ou non? Si nous ne le faisons pas, je pense qu'il faut être prêt à vivre avec les conséquences.

La sénatrice Galvez : Peut-on se permettre de ne pas se réorienter?

M. Larocque : Non. L'Europe vient d'emprunter cette voie la semaine dernière.

Le président : Nous avons demandé aux représentants du gouvernement, y compris au ministre, si, à la suite des changements apportés par notre principal concurrent, nous étions concurrentiels. Ils ont répondu par l'affirmative. Selon eux, l'annonce faite dans les commentaires prébudgétaires permettait d'adapter notre stratégie pour être concurrentiel.

Je crois comprendre que vous n'êtes pas d'accord avec cette réponse. Ai-je raison?

M. Larocque : Nous ne sommes pas d'accord, non. Nous avons eu beaucoup de discussions depuis l'Énoncé économique de l'automne à propos d'un investissement de 750 millions de dollars au Canada et de ce qui se passe aux États-Unis.

Je vais en parler à nouveau. Le gouvernement fédéral, dans le cadre du Règlement sur les combustibles propres, offre un crédit de carbone, mais ce qu'on ne comprenait pas, c'est que les compagnies américaines peuvent aussi y avoir accès. Une question liée au commerce transfrontalier a été mal comprise. Le gouvernement pensait que le crédit canadien équivalait à ce qui

Canadian credits. Those are the major differences. We're working with the government right now to explain all those issues.

The Chair: You're working with the government to correct their positioning to be competitive?

Mr. Larocque: We're providing information and data to demonstrate that it is not equal.

The Chair: And are they listening?

Mr. Larocque: Yes. But for Budget 2023, the devil is in the detail.

The Chair: When will we know that we're competitive? Months or years?

Mr. Larocque: Budget 2023 will be very enlightening for many of us around the table, for industry.

The Chair: We'd better get it right because we don't get a lot of chances.

Thanks to all of you for being with us this morning. We learned a lot and we have a lot to learn. We may seek your advice again. Thank you again for being with us.

(The committee adjourned.)

est prévu dans l'IRA, mais ce n'est pas le cas, car les compagnies américaines peuvent aussi avoir accès aux crédits canadiens. Ce sont les principales différences. Nous travaillons avec le gouvernement actuellement pour leur expliquer tous ces problèmes.

Le président : Vous travaillez avec le gouvernement pour corriger leur position voulant que nous soyons concurrentiels?

M. Larocque : Nous leur fournissons de l'information et des données pour leur montrer que ce n'est pas égal.

Le président : Est-ce qu'il écoute?

M. Larocque : Oui, mais c'est dans le budget de 2023 que nous verrons si le diable se cache dans les détails.

Le président : Quand saurons-nous si nous sommes concurrentiels? Parle-t-on de mois ou d'années?

M. Larocque : Le budget de 2023 éclairera beaucoup de gens de l'industrie qui sont autour de cette table.

Le président : J'espère que nous ferons la bonne chose, car nous n'aurons sans doute pas une deuxième chance.

Je vous remercie d'avoir été avec nous aujourd'hui. Nous avons beaucoup appris et avons beaucoup à apprendre. Il se pourrait bien que nous vous consultations à nouveau. Encore une fois merci de votre présence.

(La séance est levée.)
